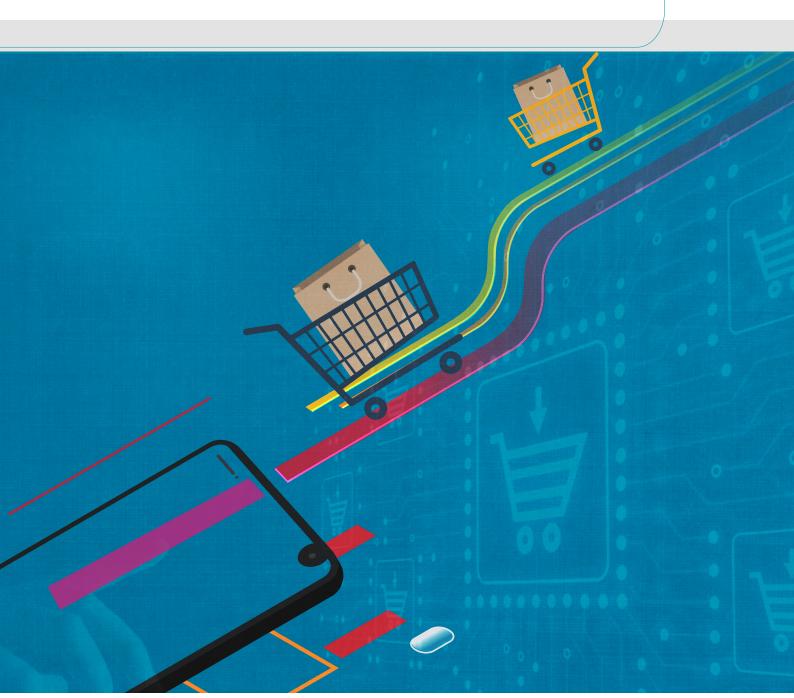
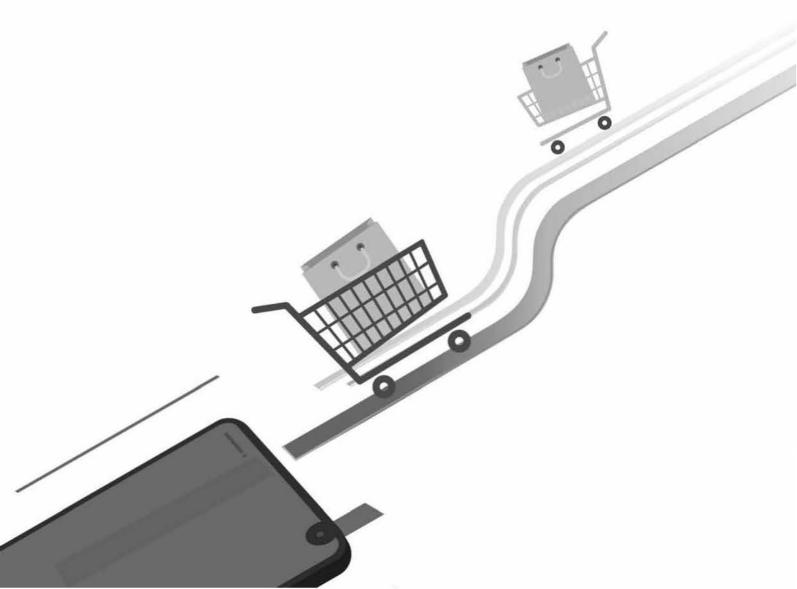


Impacts de la Covid-19 sur le Commerce électronique en Afrique





Impacts de la Covid-19 sur le Commerce électronique en Afrique



Pour commander des exemplaires du *Impacts de la Covid–19 sur le Commerce électronique en Afrique*, veuillez contacter :

Section des publications Commission économique pour l'Afrique B.P. 3001 Addis-Abeba, Éthiopie

Tél.: +251-11- 544-9900 Télécopie: +251-11-551-4416 Adresse électronique: eca-info@un.org

Web: www.uneca.org

© 2021 Commission économique pour l'Afrique Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés Premier tirage :mars 2021

La reproduction, en tout ou en partie, de la teneur de cette publication est autorisée. La Commission demande qu'en pareil cas, il soit fait mention de la source et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.

Conception de la couverture, mise en page et impression : Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, Addis-Abeba, certifié ISO 14001:2015. Imprimé sur du papier sans chlore.

Table des matières

1. Introduction	1
2.1.Tendances récentes du commerce élec	ctronique en Afrique3
	électronique sous fond de la pandémie
3. Difficultés observées aux niveaux natio	onal et régional25
	aines aux niveaux continental, régional et national
5. Perspectives : une approche straté	égique d'incubation en matière de commerce 45

Remerciements

Le présent document est élaboré par Guy Futi (Université d'Oxford) et Jamie MacLeod (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique). Les points de vue et opinions exprimés dans le présent travail sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ou position officielle de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ou de toute autre agence des Nations Unies. Nous tenons à exprimer toute notre appréciation à eTrade for All Group et à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour le développement du cadre conceptuel qui a contribué à la réalisation du présent projet, ainsi que pour leurs observations, commentaires et suggestions utiles. La supervision générale du présent projet a été assurée par Jamie MacLeod sous la direction de David Luke, et le précieux soutien programmatique et administratif de Batanai Chikwene, Hanna Getachew et Senait Afework. Le projet a bénéficié du soutien financier du Centre africain de la politique commerciale de la Commission économique pour l'Afrique.

Les auteurs tiennent à exprimer leur profonde gratitude aux personnes interviewées ci-après dont les orientations et contributions ont été d'un apport inestimable pour le projet : Adebayo Adedeji – PDG de Wakanow; Philip Akesson, PDG de TravelStart; Sofienne Marzouki, Directeur général de Otlob/ Talabat; Juliet Annamah, Présidente de Jumia Technologies; Frans Hiemstra, Directeur général de Uber Technologies pour l'Afrique subsaharienne; Shola Akindele, PDG de Paystack; Iyonoluwa Aboyeji, Investisseur (ancien Cofondateur d'Andela et de Flutterwave); Tosin Osibodu, PDG de Chaka; Josh Sandler, PDG et Cofondateur de LORI Systems; Mo Agusto, PDG de M.O.T; Moses Babatope, Directeur général de FilmHouse; Desire Loumou – Communauté économique des États de l'Afrique centrale ; Claudia Boamah – Forum de Namibie sur le Commerce—; Iyone Agboraw – Université d'Oxford Les auteurs souhaitent également remercier tout particulièrement Ify Ogo et le PNUD pour leur soutien technique.

1. Introduction

Le premier moins de l'année 2020 a décollé sur le vent arrière d'une décennie marquée par l'espoir et l'exubérance pour l'avenir d'une économie numérique africaine. Un réseau d'infrastructures sans cesse croissant a poussé plus de 290 millions d'Africains à se ruer vers l'Internet. La région a enregistré des milliers de petites et moyennes entreprises vendant ou créant des produits pour la communauté d'internautes. Cette activité a ouvert la voie à des niveaux record d'investissements en capital–risque. Le continent africain était sur le point d'enregistrer un taux de croissance de 3,9 pour cent en 2020 et de 4,1 pour cent en 2021, faisant de la région l'un des marchés les plus attractifs du monde.

Une telle exubérance s'est estompée le 14 février lorsqu"il avait été annoncé en Égypte que le premier cas de COVID-19 avait été reporté en Afrique. La pandémie mondiale avait dès lors commencé à se rependre rapidement sur le continent. Au moment de la rédaction, tous les 55 États membres de l'Union africaine ont signalé des cas de COVID-19.¹

La riposte des gouvernements de la région a été ferme et prompte. Les dispositions prises, dont les confinements, les restrictions en matière de transport, un trafic de commercial aérien réduit et la distanciation physique ont permis de contenir la propagation de la COVID-19. En dépit de ces dispositions, les prévisions économiques pour l'économie africaine avaient rapidement été revues à la baisse. D'après les estimations de la CEA, la contraction de la croissance de l'Afrique oscille entre 2 et 5,4 pour cent en 2020, la première récession du continent en près d'un quart de siècle.² En conséquence, entre 5 et 29 millions de personnes devraient rentrer sous le seuil de pauvreté ou vivre avec 1,90 dollar par jour, annihilant ainsi les exploits de cinq années de lutte contre la pauvreté.³

Alors que les gouvernements de la région avaient commencé à imposer des mesures de confinement en mars 2020, consommateurs et vendeurs avaient été contraints de changer de perspective. Ceux des entreprises et consommateurs qui le pouvaient avaient opté pour l'Internet et avaient commencé à profiter du pouvoir du commerce pour maintenir la continuité de l'activité.

Le présent rapport a pour objectif d'analyser l'impact de la COVID-19 sur l'économie numérique en Afrique. Il décrit les mutations qu'a connu l'économie numérique, en mettant un accent particulier sur le commerce numérique entre les secteurs et les régions. Le rapport entend contribuer à une meilleure appréhension de l'économie numérique africaine pendant et après la COVID-19.

Nous sommes parvenus à la conclusion que l'économie numérique peut représenter un puissant catalyseur pour l'économie de l'Afrique avec de potentiel d'atténuer de nombreux impacts économiques de la COVID-19. Mais, plus important encore, le commerce électronique et le commerce numérique peuvent servir de puissant moteur pour la relance économique tant recherchée actuellement. L'adoption du numérique et la promotion de son développement va contribuer à la revitalisation de l'économie africaine bien après la pandémie de COVID-19.

OMS. https://www.afro.who.int/news/covid-19-cases-top-10-000-africa#:~:text=Reaching%20the%20continent%20through%20travellers,countries%20have%20reported%20cases.

² CEA Macro Model estimates as of November 2020

³ CEA. 2020. Covid-19 en Afrique: Protéger les vies et les économies

Le présent rapport commence par souligner les principales tendances de l'économie numérique avant et pendant le premier semestre de l'année 2020. Les thèmes couverts vont de la croissance du financement en capital-risque en Afrique aux avancées enregistrées en termes de pénétration mobile et Internet. Cette partie du rapport présente un environnement numérique en rapide mutation et dans lequel beaucoup reste encore à faire.

Le rapport examine par la suite le choc initial causé par la COVID-19. Étant données la taille géographique morcelée et la complexité du continent africain, le rapport fait un compte rendu du monde après la COVID-19 en scindant le continent en quatre zones géographiques, notamment: l'Afrique du Nord, l'Afrique orientale et centrale, l'Afrique occidentale et australe. Le rapport examine les tendances tout en donnant un compte rendu des modes de consommation numérique et le comportement du consommateur en pleine mutation.

La troisième partie du rapport met en exerque quelques défis qui plombent l'essor du commerce électronique et du commerce numérique. Elle explore les limites de la pénétration de l'Internet en Afrique, des couts élevés de données et les guestions inhérentes à l'adoption de solutions de payement numérique efficaces. Le chapitre a pour objectif d'identifier les obstacles à lever afin de stimuler la croissance de l'économie numérique en Afrique. La quatrième partie présente une analyse des réponses politiques aux niveaux continental, régional et national. Elle explore le niveau de préparation face au numérique, les infrastructures de TIC, les modes de payement, les cadres juridiques et règlementaires, le développement des compétences, les besoins de financement, les questions de genre, et les mécanismes de coordination. En dernier lieu, le rapport présente les perspectives. La conclusion générale suggère que quoique le commerce électronique et le commerce numérique en Afrique demeurent relativement inexploitées, ils peuvent connaître un essor une si une attention soutenue leur est accordée. Pour que le numérique atteigne son apogée en Afrique, il faut que les entreprises, les consommateurs, les décideurs et les organisations internationales consentent des efforts de coopération et de collaboration dans l'optique d'investir dans l'économie numérique et de l'accompagner. Une « approche d'incubation » vers la politique est requise pour assurer la croissance de l'économie numérique en Afrique, garantissant au continent un avenir radieux.

Nous espérons que le présent document galvanisera et inspirera le lecteur quant à la possibilité d'une Afrique numérique. Nous entendons mettre à la disposition des lecteurs des indices de choix qu'ils pourront coller sur leurs tableaux de bord afin de naviguer dans un monde post COVID-19.

2.1. Tendances récentes du commerce électronique en Afrique

Le commerce électronique et l'économie numérique ont connu une croissance considérable tout au long de la décennie qui s'est achevée en 2019. Des taux de pénétration d'Internet améliorés, des couts d'Internet réduits et l'essor du mobile constituent un fondement solide qui pourrait être sous-tendu par les évolutions du capital et financement-risque, les payements en ligne, et la logistique. Le régime règlementaire de l'Afrique est encore à la traine, et demeure généralement épars et caractérisé par une faible force exécutoire.

Pénétration et cout d'Internet

L'essor de l'économie numérique est sous-tendu par la dynamique continue des taux de pénétration d'Internet sur l'ensemble du continent. En 2005, la pénétration d'Internet n'était que de 3% de la population africaine, mais elle est montée en flèche pour atteindre 28% en 2019 (Figure 1).

Un important facteur favorable à une telle embellie a été le prix réduit de l'Internet en Afrique. Au début de l'année 2010, le prix moyen d'une connexion internet fixe à haut débit représentait 500 pour cent du RNB moyen mensuel de l'Afrique, rendant l'Internet haut débit réellement inaccessible pour la plupart des populations de la région.⁴ À la fin de la décennie, l'Internet était accessible dans dix pays, notamment: le Nigeria, l'Algérie, l'Égypte, le Botswana, le Cap Vert, le Gabon, Maurice, la Namibie, le Soudan et la Tunisie.⁵ Aujourd'hui, les Africains paient en moyenne 3,42 dollars américains pour un gigabyte.⁶

Accroitre la pénétration Internet est vital pour la croissance du continent. Une étude microéconomique réalisée sur la base des données en provenance de divers pays a déterminé que le fait de doubler le débit de la connexion haut débit peut permettre à une économie d'accroitre son PIB de 0,3%.⁷ L'Internet peut être un moyen bon marché de connecter les PME, ainsi que les entreprises établies, à de nouvelles sources de revenu. Les consommateurs bénéficient individuellement de la connectivité avec d'autres vendeurs, les gouvernements peuvent eux-mêmes profiter des services Internet pour transformer l'efficacité et l'effectivité du secteur public.⁸

⁴ Pg. 14: https://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/material/2010/MIS_2010_without_annex_4-e.pdf

Accessibilité d'Internet en tant que prix de la connexion aut-débit à moins de 2% du GNI mensuel par habitant.

Union Internationale des télécommunications (UIT): https://www.itu.int/en/mediacentre/backgrounders/Pages/affordability.aspx

⁶ https://le8q3q16vyc81g8l3h3md6q5f5e-wpengine.netdna-ssl.com/wp-content/uploads/2019/12/AR2019_Africa-Regional_Screen_

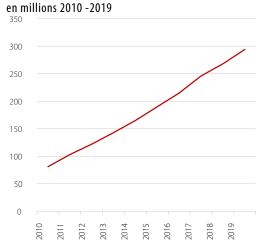
⁷ Ericsson. (2013). Socioeconomic Effects of Broadband Speed.

⁸ Marta Guerriero. The impact of Internet connectivity on economic development in Sub-Saharan Africa, Janvier 2015

Figure 1. Proportion de personnes utilisant l'Internet en Afrique,

30.0 26.3 25.0 24.8 22.3 20.3 20.0 18.1 16.1 15.0 142 12.2 10.0 9.9 7.6 5.0 0.0 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015

Figure 2. Nombre de personnes utilisant l'Internet en Afrique,

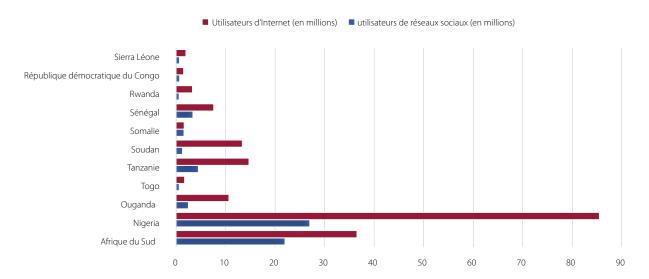


Sources: UIT 2020. Statistiques disponibles https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/statistics/2019/ITU_Key_2005-2019_ICT_data_with%20LDCs_28Oct2019_Final.xls

Remarques: * estimations

Avec plus de 294 millions d'Africains qui utilisent actuellement l'internet, le secteur du commerce électronique en Afrique dispose d'un grand fondement sur lequel il peut s'appuyer (Figure 2). Néanmoins le vaste marché africain en pleine croissance est fragmenté, car il s'étend sur 54 pays qui présentent des différences réglementaires, politiques et culturelles. Il est également concentré et caractérisé par des différences considérables entre les pays (Figure 34): dans 20 pays africains, moins de 15 pour cent de la population utilisaient l'Internet en 2019.⁹

Figure 3. Nombre d'utilisateurs de l'Internet et des réseaux sociaux (dans les pays sélectionnés) 10



Source: Decision Data

⁹ UIT ITU ICT-Eye, consulté en décembre 2020

¹⁰ https://datareportal.com/reports/digital-2020-south-africa

La pénétration accrue de l'Internet et le faible cout des téléphones mobiles ont joué un rôle significatif dans l'augmentation de la consommation moyenne de données. Dans l'ensemble de la région, la consommation d'Internet est passée de moins de 1GB par personne à plus de 2GB par personne. Cette croissance, quoiqu'impressionnante, est dérisoire par rapport aux marchés mondiaux plus vastes comme les États–Unis. En 2010, la consommation mensuelle moyenne de la connexion internet des ménages aux États–Unis se situait autour de 9GB. Actuellement, cette consommation s'élève à 344 GB. ¹¹ L'Afrique a certes réalisé des progrès considérables, mais beaucoup reste encore à faire relativement aux fondements de son économie numérique.

L'essor du mobile

Les téléphones mobiles à plus faibles couts ont joué un rôle significatif dans l'adoption de l'Internet dans la région. Transsion et Samsung, qui contrôlent la majeure partie des parts de marché des Smartphones vendus en Afrique, ont produit des téléphones portables taillés spécifiquement à la mesure du pouvoir d'achat limité des Africains. Plus de 83 pour cent des Smartphones vendus en Afrique au cours du dernier trimestre de l'année 2019 coutaient 200 dollars américains ou moins.¹² À la fin de l'année 2018, le Nigeria enregistrait 172,3 millions d'abonnés de téléphone cellulaire, l'Égypte en enregistrait 93,78 millions, l'Afrique du Sud 88,57 millions et le Kenya 49,5 millions.¹³

Les plus grands opérateurs mobiles sur le continent ont continué de connaitre une croissance soutenue. Safaricom, l'un des plus grands opérateurs d'Afrique occidentale et centrale a vu ses recettes passer de 1,63 milliards de dollars américains en 2016 à 2,20 milliards de dollars américains en 2019¹⁴. En 2019, les filiales nigérianes et sud-africaines du Groupe MTN lui ont permis d'engranger des recettes à hauteur de 2,75 et 2,67 milliards de dollars américains, respectivement.¹⁵. Airtel Afrique qui bénéficie d'une présence dans plus de 14 pays sur le continent a généré des recettes d'une valeur de 3,01 milliards de dollars américains en 2019. Les recettes de Maroc Telecom qui opère en dehors de l'Afrique du Nord sont passées de 2,77 milliards de dollars américains en 2016 à 3,99 milliards en 2019.¹⁶

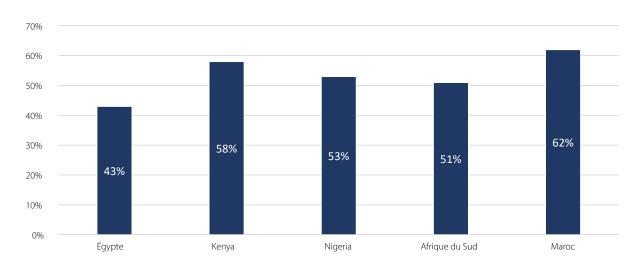


Figure 4. Part du commerce électronique du mobile dans les pays africains sélectionnés en 2020

Source: Ppro. 2020. Rapport sur les paiements et le commerce électronique–Moyen orient et Afrique

 $^{11 \}quad https://decisiondata.org/news/report-the-average-households-internet-data-usage-has-jumped-38x-in-10-years/section of the control of t$

¹² https://www.statista.com/statistics/1104764/africa-smartphone-shipments-share-by-price-category/

¹³ https://www.statista.com/statistics/1104764/africa-smartphone-shipments-share-by-price-category/

¹⁴ Rapport financier de SAFARICOM https://www.safaricom.co.ke/images/Downloads/Safaricom_Annual_Report_2019.pdf

¹⁵ États financiers de MTN, 2019

 $^{16 \}qquad \text{http://www.iam.ma/Lists/TelechargementFinance/Attachments/1234/Maroc%20Telecom_Financial\%20report\%202019_EN[1].pdf} \\$

En conséquence, c'est le sous-secteur spécifique du commerce électronique appelé commerce électronique par téléphone mobile (m-commerce) qui représente une part importante du commerce électronique dans de nombreux pays africains-et plus de 50 pour cent au Kenya, au Nigeria, en Afrique du Sud et au Maroc (Figure 43).

Capital-et financement-risque

Le flux de capital–risque alloué aux jeunes entreprises africaines s'est accru d'un multiple supérieur à dix de 2010 à 2019. Le continent a attiré des capitaux d'une valeur de 764 millions de dollars américains en 2019 pour les sociétés et startups disposées à tirer parti de l'économie numérique. D'après d'autres estimations de l'Association africaine de capital–investissement et de capital–risque (AVCA), ce chiffre s'élève à 1,4 milliard de dollars américains (Figure 5). Un ensemble de sociétés numériques allant du commerce électronique, aux paiements, agences de voyage en ligne et bien d'autres ont vu le jour. D'après AVCA, Andela, Lori Systems et les Paiements directs en ligne ne représentent que quelques-unes des sociétés ayant plus de 10 millions de dollars en financement–risque. Des Présidents Directeurs généraux allant de Jack Ma d'Alibaba à Jack Dorsey de Twitter se sont prononcés sur le potentiel inexploité de l'économie numérique africaine. Des investisseurs allant de Carlyle Group à Goldman Sachs ont également soutenu de jeunes entreprises technologiques africaines. Parmi ces entreprises figure notamment Jumia Technologies, un géant panafricain du commerce électronique africain évalué à plus d'un milliard de dollars américains qui a fait son entrée à la Bourse de New York en 2019, devenant ainsi la première « licorne » 19 africaine à être cotée à l'une des principales bourses mondiales.

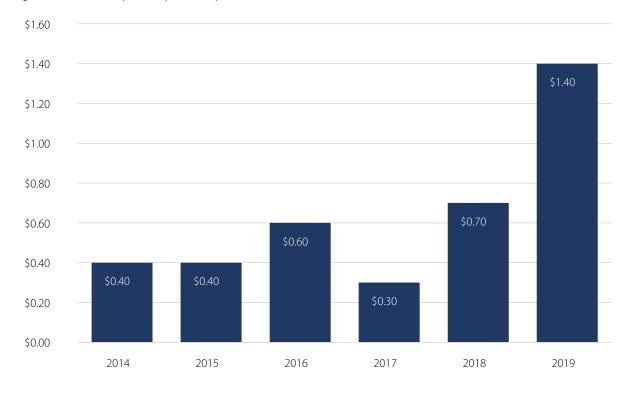


Figure 5. Accords de capital—risque en Afrique (en milliards de dollars américains)

Source: Association africaine de capital-investissement et de capital-risque Capital-risque en Afrique Cartographie du paysage de l'investissement des startups en Afrique

¹⁷ Techcrunch

¹⁸ https://www.privateequitywire.co.uk/2020/06/25/286908/avca-launches-inaugural-report-venture-capital-africa

¹⁹ Licorne est un terme employé pour désigner une société technologique évaluée à 1 dollar ou plus

Paiements en ligne

Les paiements en ligne jouent un rôle de premier plan dans le développement de l'économie numérique en Afrique. Aujourd'hui, 21 pour cent d'adultes en Afrique disposent de comptes Mobile Money, soit deux fois la proportion enregistrée en 2014, ce qui fait de l'Afrique le leader mondial pour cet indicateur.20 Ce chiffre va s'accroitre à mesure que les opérateurs mobiles, les banques classiques et les sociétés de paiements en ligne se livreront concurrence pour desservir les utilisateurs. Alors que l'Afrique de l'Est s'est taillée la part du lion des comptes Mobile Money en Afrique, l'Afrique occidentale et centrale se rattrapent (Figure 6).

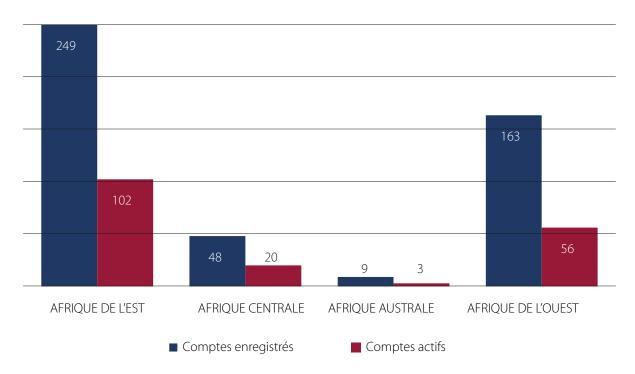


Figure 6. Comptes Mobile Money dans les régions africaines, en millions, 2009²¹

Source: GSMA

Logistique

Le transport croissant de marchandises à l'échelon national et transfrontalier est un autre indicateur de l'adoption du commerce électronique en Afrique. Dans l'optique de faciliter la circulation des biens induite par l'essor du commerce électronique, des sociétés ont confié leur livraison à des prestataires de services de logistique de tierce partie (3PL). En 2017, neuf unions des services postaux en Afrique avaient conçu des applications mobiles afin de tirer parti de cette montée en flèche de la demande. Les défis liés au débit d'Internet et à la transparence des opérations de déclaration en douane constitue un obstacle à cette croissance: une étude menée en 2020 par l'Union postale universelle a révélé que 28 pour cent d'Africains estimaient que le dédouanement représentait un obstacle à la réalisation des ventes internationales. Pourtant, en dépit de ces défis, les grandes entreprises de commerce électronique continuent de prospérer.

²⁰ Base de données Global Findex

²¹ GSMA: https://www.gsma.com/sotir/wp-content/uploads/2020/03/GSMA-State-of-the-Industry-Report-on-Mobile-Money-2019-Full-Report.pdf

3.5% 3.0% 3% 2.5% 2.0% 2% 1.5% 1.0% 1% 1% 1% 0.5% 0.0% Égypte Afrique du Sud Kenya Maroc Nigeria

Figure 7. Part de commerce électronique par rapport aux achats au détail dans les pays sélectionnés en 2020²²

Source: PPRO Financial

Règlementation de l'économie numérique

Les cadres règlementaires de l'économie numérique sont une mosaïque inachevée, créant des incertitudes pour les entreprises et les investisseurs: tout juste 61 pour cent de pays africains disposent des lois régissant les transactions électroniques, 46 pour cent disposent d'une loi garantissant la protection numérique du consommateur, 50 pour cent ont une législation sur la protection de la vie privée et des données et 72 pour cent disposent d'une législation sur la cybercriminalité. Dans dix-sept pays africains, il existe aux moins des formes de restriction à la circulation transfrontalière des données, le plus souvent sur les données à caractère personnel. Le Lorsque de telles lois existent, elles sont souvent conçues et mise en œuvre différemment dans les pays, entravant l'échelon et l'expansion transfrontaliers. Même dans les pays les plus développés en Afrique, les mécanismes de mise en œuvre-à l'instar des divisions de la police de lutte contre la cybercriminalité ou des autorités en charge de la protection de données-ne sont pas toujours disponibles. Le manque réel-ou perçu-de protection légale contre la cybercriminalité, de la vie privée et du consommateur ou les limites de leur mise en application débouchent généralement sur une plus grande aversion au risque chez le consommateur et sur une faible adhésion de ce dernier.

Fracture numérique persistante de l'Afrique

À la fin de l'année 2019, l'Afrique avait un grand besoin de combler le déficit en termes de pénétration d'Internet. La région dans son ensemble, est encore à la traine par rapport aux autres secteurs du globe. En 1999, à l'exception de l'Amérique du Nord, l'ensemble des régions du monde avait un taux

²² PPRO Financial: https://www.ppro.com/

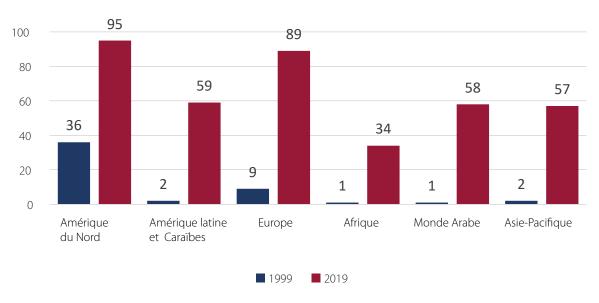
²³ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2020). Résumé de l'adoption de la loi sur le commerce électronique à l'échelle mondiale Accessible sur https://unctad.org/topic/ecommerce-and-digital-economy/ecommerce-law-reform/summary-adoption-e-commerce-legislation-worldwide

 $^{24 \}qquad https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/risk/za_Privacy_is_Paramount-Personal_Data_Protection_in_Africa.pdf$

²⁵ Research ICT Solutions. 2020. Consultancy services to undertake a situational analysis of digital trade and digital economy in Africa

de pénétration d'Internet inférieur à dix pour cent. À partir de l'année 2019, l'ensemble des régions, à l'exception de l'Afrique ont franchi la barre de 50 pour cent (Figure 8).

Figure 8. Taux de pénétration d'Internet à l'échelle mondiale en pourcentage 1999 vs 2019²⁶



Source: Internet World Stats

2.2. Tendances récentes : commerce électronique sous fond de la pandémie de COVID-19

Tendances régionales

Les entrevues réalisées en appui à l'élaboration du présent document, en tant recherche indépendante, ont abouti à la conclusion suivant laquelle, la riposte de l'économie numérique africaine à la COVID-19 a été généralement positive, à l'exception de certains aspects du commerce électronique (notamment la logistique et des mouvements transfrontaliers). Les consommateurs se sont rués vers l'Internet et ont l'intention d'y rester. Une enquête réalisée par Nielsen, entreprise spécialisée dans l'analyse des informations, des données et des marchés, rapporte qu'en Égypte, au Nigeria, en Afrique du Sud et au Kenya, 40 de consommateurs avaient la probabilité soit de maintenir les mêmes niveaux d'achat prépandémie ou de les relever(Figure 9). Ceci s'est traduit par une explosion des compagnies africaines de commerce électronique. Jumia Technologies a enregistré l'une de ses meilleures performances financières au cours des dernières années, principalement sous l'impulsion des revenus croissantes des marchés. Le volume brut de marchandises s'est accru de 30,4% en glissement annuel au cours du premier semestre de l'année 2020(par rapport à l'année 2019).²⁷

40 35 30 25 20 15 10 5

Nigeria

■ Même niveau qu'avant la pandémie

Afrique du Sud

■ Plus d'achats

Kenya

Figure 9. Pourcentage de consommateurs faisant des achats en ligne: égal au chiffre de la période pré—COVID ou supérieur au chiffre de la période post—COVID²⁸

Source: Nielsen

0

Afrique du Nord

Égypte

De petits groupes de répondants des pays d'Afrique du Nord déclarent que tandis que leurs gouvernements respectifs procédaient à la fermeture des frontières, à la restriction de mouvements et à la mise en œuvre des mesures de distanciation sociale, les autorités étaient également engagés dans des consultions avec le secteur privé et les parties prenantes de l'économie numérique dans le but de concevoir une réponse commune à la COVID–19. Au Maroc, le Ministre du commerce a encouragé les livraisons et les plats à emporter en lieu et place des diners dans les restaurants.²⁹ En Égypte, le gouvernement a tenu une série de concertations avec des responsables du secteur du commerce électronique et de l'espace numérique dans l'optique d'assurer la coordination d'actions conjointes.³⁰

Alors que les différents gouvernements imposaient des mesures de distanciation sociale, l'autorité nationale de règlementation des télécommunications de l'Égypte avait annoncé une hausse de 99% de la consommation d'Internet et d'autres services de télécommunication pendant le confinement. ³¹ Les répondants qui opèrent dans les plus grandes entreprises de technologie agro–alimentaire en Afrique du Nord en sont venus à la conclusion que les volumes de transaction ont connu une augmentation d'au moins 20% depuis les confinements induits par la COVID–19. Selon les répondants, une telle croissance est attribuable à deux facteurs 1) les vendeurs habituellement réticents vis–à–vis du commerce électronique se montraient plus disposés à s'arrimer au commerce électronique de produits alimentaires d'autant plus que leurs canaux physiques de vente étaient désormais limités et 2) la plupart sinon l'ensemble des consommateurs de services de restauration étaient redirigés vers les plateformes en ligne.

²⁸ Nielson: https://www.nielsen.com/ssa/en/insights/article/2020/overcoming-online-shopping-obstacles-amid-lockdowns-in-africa-and-the-middle-east-is-not-only-retailer-driven/

 $^{29 \}quad \text{https://northafricapost.com/} 41283\text{-covid-} 19\text{-moroccan-cafes-restaurants-to-resume-limited-activity-friday.html}$

³⁰ Ponts de vue des répondants à l'enquête

³¹ Réponses de l'entrevue réalisée dans le cadre de la présente étude.

Comment la COVID-19 a-t-elle affecté les résultats nets de vos activités commerciales?

Sofiene Marzouki – Otlob/Talabat: La COVID–19 a eu un impact positif sur le secteur de la technologie alimentaire. De nombreux pays de la région ont imposé des restrictions sur le secteur de la restauration. Les restaurants ont dû opter pour les services de livraison en ligne. Cette perspective a permis aux restaurants d'accroitre les commandes. Une telle opportunité est certes difficile à jauger, mais la croissance induite par la COVID–19 sur les ventes s'élève au moins à 20%. À présent, nous avons ajouté de nouvelles catégories, dont les kits–repas, les ingrédients et les magasins spécialisés.

Afrique de l'Ouest

Le 27 février 2020, le Nigeria était le premier pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à enregistrer un cas de COVID-19. À la fin du mois d'avril 2020, l'ensemble des 15 États membres de la CEDEAO avait signalé des cas confirmés de CIVID-19. De petits groupes de répondants en provenance de l'Afrique de l'Ouest se sont exprimé quant au choc initial induit par la fermeture des frontières nationales et internationales. Les opérations tant physiques qu'en ligne étaient en pleine mutation. Paystack, une société financière de paiements ayant plus de 60 000 marchands en Afrique, a indiqué que les transactions sur la plateforme avaient connu une brève contraction après les confinements. Toutefois, après la mise en œuvre des mesures de riposte, la société a assisté à une croissance vertigineuse des transactions qui s'étaient multipliées par cinq par rapport aux niveaux pré-COVID-19.M.O.T, un magasin de mode en ligne, corrobore aussi cette thèse. Les entrepreneurs numériques évoquent une période initiale d'instabilité engendrée par les confinements et/les manifestations, mais tous parviennent à la conclusion que lorsque la stabilité a été restaurée, le commerce électronique a surpassé les niveaux pré-COVID-19.

MTN Communications, le plus grand opérateur au Nigeria qui détient une part de marché de plus de quarante pour cent, indique dans ses états financiers que les recettes en termes de consommation de données se sont accrues considérablement de 33% en glissement annuel entre 2019 et 2020 (Figure 10). Les recettes totales pour la même période ont augmenté de 11% seulement. ³² Ce qui suggère que certains consommateurs ont rompu avec d'autres services tels que les appels vocaux et les messages textes et ont opté pour la consommation de données.

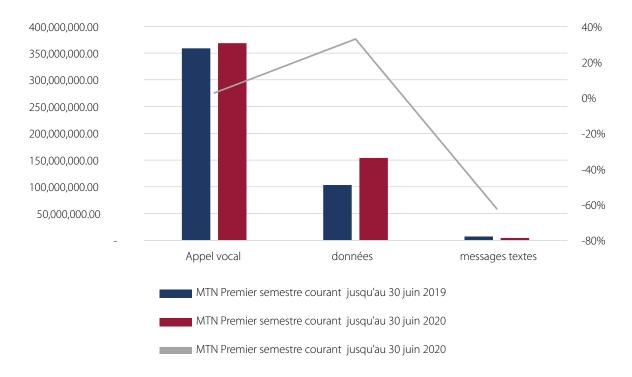


Figure 10. États financiers 2019 de MTN Nigeria, en milliers de Naira

Source: MTN

Comment la COVID-19 a-t-elle affecté votre activité commerciale?

Tosin Osibodu – Chaka: D'une certaine façon, notre activité commerciale a réellement décollé pendant la COVID–19. Nous sommes une plateforme de vente en ligne, et au moment où on assistait à une explosion du marché de la bourse aux États–Unis d'Amérique, des gens cherchaient à s'y lancer. Nous pensons que la COVID–19 a donné un coup d'accélérateur à l'activité. Notre activité est une opportunité d'investissement. Alors que des gens étaient beaucoup plus concentrés sur des revenus fixes avant la COVID, nous avons mis à leur disposition des options post–COVID.

Les frontières sont restées fermées pendant des moins dans toute la région. La CEDEAO a appelé à un effort coordonné en vue de la relance du commerce transfrontalier. L'organisme régional entendait procéder à la réouverture des transports aériens et terrestres nationaux et frontaliers. La CEDEAO a également publié « Les directives pour l'harmonisation et la facilitation du commerce et des transports transfrontaliers dans la Région de la CEDEAO dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID–19 et les actions post–relance connexes».³³ Au 15 juillet, la plupart des pays de la région avaient commencé à assouplir les restrictions sur les frontières.

Afrique de l'Est et Afrique centrale

Les premiers cas de COVID-19 avaient été signalés en Afrique de l'Est à peu près pendant les premières semaines du mois de mars 2020. Alors que les autorités de la région s'attelaient à la mise en œuvre des différentes mesures sécuritaires et règlementaires, les consommateurs s'étaient rués vers les transferts de fonds par téléphone mobile comme moyen de faire des activités économiques et de limiter l'utilisation des liquidités. L'Afrique compte plus de 144 opérateurs de transferts de fonds par téléphone mobile, pourtant, l'Afrique du l'Est demeure sont plus fervent défenseur.

³³ CEDEAO:https://www.tralac.org/documents/resources/covid-19/regional/4091-ecowas-guidelines-harmonisation-and-facilitation-of-cross-border-trade-and-transport-covid-19-june-2020/file.html

Lorsque les restrictions sur la circulation physique des biens et liquidités étaient devenues plus strictes, la Banque centrale du Rwanda avait adopté une politique permettant de rehausser le plafond imposé aux limites de transactions et d'éliminer les frais sur l'ensemble des transferts mobiles de fonds pour une période de trois mois. D'après des données analysées par Cenfri, un groupe de réflexion sud-africain, le nombre de transferts de fonds par téléphone mobile au Rwanda a doublé une semaine après les confinements.³⁴ À la fin du mois d'avril, les utilisateurs faisaient 3 millions de transaction en une semaine, soit cinq fois la norme pré–COVID. – La valeur brute des transferts entre les personnes est passée à 42 millions de dollars américains.³⁵

M–Pesa, le plus grand opérateur de services de transferts mobiles de fonds, détenu par Safaricom a introduit une exonération des frais pour toutes transactions inférieures à 1000 KSH pour une période de 90 jours. Cette initiative était le fruit des réunions tenues entre le gouvernement du Kenya et Safaricom pour trouver des voies et moyens d'intensifier les transferts mobiles de fonds pendant la pandémie étant donné que l'on avait estimé que la monnaie physique augmentait le risque de propagation de la COVID–19.³⁶ Suivant les rapports de Safaricom, M–Pesa a vu le nombre de ses clients augmenter de 2 millions au cours du premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019. Cette augmentation de 12,4 pour cent en glissement annuel du nombre d'utilisateurs s'est traduite par un million de transactions supplémentaires en glissement annuel. Suivant les projections, les utilisateurs de M–Pesa feront 12,2 millions de transactions en 2020, engrangeant plus de 784,36 millions de dollars américains de revenu pour Safaricom (Figure 11).³⁷

La banque centrale kényane a annoncé une hausse de 10 pour cent du nombre de transactions quotidiennes de transferts mobiles de fonds. Néanmoins, GSMA, Association mondiale des opérateurs mobiles, indique que quoique le volume des transactions soit en hausse, les utilisateurs font des dépôts et retraits d'argent moins souvent. Un tel changement d'attitude a affecté négativement les agents de transfert mobile de fonds, car ces derniers gagnent des commissions sur les transactions qu'ils traitent.

\$ 784.36 \$ 696.43 \$ 511.57 \$ 385.41 2016 2017 2018 2019 2020

Figure 11. Safaricom M-Pesa: recettes engrangées, en millions de dollars américains

Source: Safaricom

³⁴ https://cenfri.org/

³⁵ ibid

³⁶ https://techcrunch.com/2020/03/16/kenya-turns-to-its-mobile-money-dominance-to-stem-the-spread-of-covid-19/

³⁷ https://www.statista.com/statistics/1139160/safaricom-m-pesa-revenue-historical/

La Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CAE) et ses Chefs d'État respectifs ont reconnu l'importance à l'échelle régionale d'une approche coordonnée à la COVID-19, car elle affecte les transports frontaliers. Les lignes directrices régionales de la CAE pour les mesures harmonisées permettant de faciliter en toute sécurité le transit des échanges et des biens avaient été publiées le 24 avril. Des communiqués et notes écrites de façon expressive avaient été signés au cours des mois de mai et juin avec un accent mis sur la santé et les dépistages minutieux à la frontière.

Région de l'Afrique australe

Le 5 mars 2020, le gouvernement de l'Afrique du Sud avait confirmé le premier cas de COVID-19. Un confinement national avait été annoncé moins de trois semaines plus tard le 7 mars. Tous les rassemblements, à l'exception des obsèques avaient été expressément interdits. Cette restriction visant la limitation des activités de petit commerce et des restaurants avait donné un nouvel élan à l'économie numérique de la Région d'Afrique australe en termes de clients et de transactions.

L'Afrique australe est en tête du continent avec plus de 100 marchés numériques (Figure 12). Grâce à de nombreuses solutions axées sur la technologie, les consommateurs ont pu tirer leur épingle du jeu en dépit des confinements à l'échelon de pays induits par la COVID-19. D'après Payfast, une plateforme de traitement des paiements, les épiceries, les supermarchés et les boulangeries ont enregistré une hausse de 357 % en termes de ventes au cours des deux premières semaines de confinement.³⁸ Pick n Pay Online, l'un des plus grands détaillants d'Afrique du Sud a saisi l'opportunité du numérique en capitalisant sur sa plateforme numérique en place. Face à une hausse de la demande, la plateforme a développé son réseau de Click n Collect Service, introduits des points de contact clients de messagerie électronique et WhatsApp. Toute chose qui a créé une augmentation de 200% en termes de clients virtuels actifs. La société a accru ses offres en ligne en mettant à contribution ses 150 magasins et opté pour l'optimisation de ses magasins dédiés de livraison en ligne. Habituellement une chaine classique, la forte performance en ligne de Pick n Pay a accru les recettes du groupe tout entier de 43,1 milliards de Rands à 44,2 milliards entre mi-2019 et mi-2020³⁹. Un exploit remarquable, vue la contraction des parts non numériques de l'activité commerciale. Le groupe envisage de poursuivre cet élan de croissance grâce à l'introduction d'autres produits numériques. Cette stratégie lui permet de tirer parti du nombre croissant de consommateurs du commerce électronique d'Afrique du Sud.

³⁸ https://www.bizcommunity.com/Article/196/394/203322.html

 $^{39 \}quad \text{Pick N Pay Financial Report: https://www.picknpay-ir.co.za/downloads/2020/interim-results-2020/results-booklet-2020.pdf} \\$

105 102 84 77 60 59 51 49 Afrique Maroc Tunisie Égypte Algérie Kenya Sénégal Nigeria Ghana Côte

Figure 12. Pays africains ayant le grand nombre de marchés numérique en 2020⁴⁰

Source: Centre du commerce international Activité économique en Afrique

du Sud

Tout comme leurs homologues de l'Afrique de l'Ouest, les petits groupes de répondants ont convenu que l'économie numérique avaient été paralysée initialement pendant les confinements et avait connu une reprise après la stabilisation des confinements. La consommation des média à la maison a été revue à la hausse en Afrique du Sud, avec notamment un usage accru des applications de services de diffusion et de messagerie numérique (Figure 13).

d'Ivoire

Figure 13. Consommation de média à la maison et COVID—19 en Afrique du Sud, proportion de répondants donnant des informations, en pourcentage ⁴¹



Source: GlobalWebIndex

Le 6 avril 2020, le Conseil des Ministres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) avait adopté les lignes directrices régionales pour l'harmonisation et la facilitation des mouvements de biens et services essentiels dans la région pendant la pandémie de COVID-19, les lignes directrices

⁴⁰ Centre du commerce international Activité économique en Afrique

⁴¹ GlobalWebIndex: https://ecomconnect.org/page/african-marketplace-explorer

révisées ayant été publiées par la suite le 2 juin 2020. En mettant clairement l'accent sur la santé, la SADC avait recommandé à ses membres régionaux de tester en toute sécurité et protéger les transporteurs et membres d'équipage transfrontaliers qui assurent le transport de marchandises dans la région. La Communauté régionale tripartite qui comprend le COMESA, la CAE et la SADC ont entrepris de signer un avenant en vue de la conception et mise en œuvre du Système de surveillance des mouvements dans le corridor (CTMS) dans les corridors de transport de la Région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Le CTMS est un système électronique qui enregistre les paramètres du conducteur grâce au test de COVID–19 et permet aux autorités sanitaires de vérifier les résultats, de surveiller et tracer les mouvements des conducteurs ou membres d'équipage, mais plus important encore, d'assurer le maintien de la sécurité des corridors de transport.⁴²

Ancrages thématiques

Modes de consommation et comportement

Après l'introduction des mesures anti-COVID-19 sur l'ensemble du continent africain, les ventes se sont accrues dans le secteur de l'économie numérique. La livraison de produits alimentaires, les biens essentiels et les produits pharmaceutiques figuraient parmi les catégories de vente les plus performantes. Les informations obtenues auprès de Jumia Technologies font état d'une hausse des achats de 17% en glissement annuel au cours du premier semestre 2020 par rapport à 2019 (Figure 14). De plus, les opérations de paiement en ligne ont grimpé pendant la même période (Figure 15). En effet, entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, ces transactions sont passées de 3,1 millions à 4,7 millions. La valeur totale des paiements (VTP) est également passée de 46,7 millions d'Euros au cours du premier semestre 2019 à un chiffre record de 89 millions d'Euros au cours du premier semestre 2020.

Figure 14. Croissance du nombre d'acteurs et des commandes de Jumia 1er semestres 2019 vs 1er semestre 2020, pourcentage

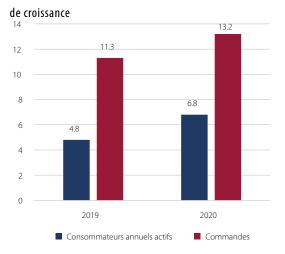
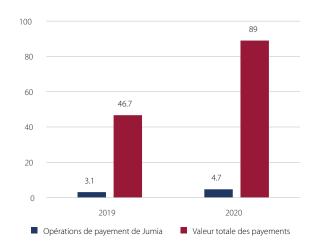


Figure 15. Volume de la transaction et Total des transactions: 1er semestre 2019 vs 1er semestre 2020, en millions d'Euros



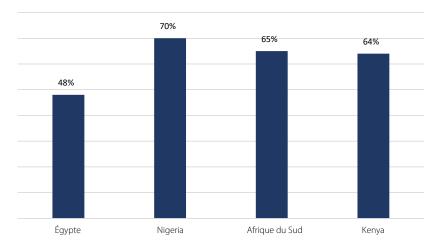
Source: Jumia

L'on assiste à un changement de comportement du consommateur qui va subsister à la pandémie de COVID-19. Nielsen indique qu'une proportion croissante de consommateurs africains continue de faire des achats en ligne, ce même après la levée des restrictions liées aux mesures de confinement (Figure 16). En outre, plus de quarante pour cent d'acheteurs en ligne dans les plus grandes économies africaines envisagent de réduire leur présence dans les supermarchés physiques. Avant la pandémie,

⁴² RIPOSTE RÉGIONALE DE LA SADC à LA PANDÉMIE DE COVID-19 : https://www.tralac.org/documents/resources/covid-19/regional/3784-sadc-regional-response-to-covid-19-bulletin-no-7-june-2020/file.html

les consommateurs africains de services de commerce électronique concentraient leurs achats principalement sur les articles de mode et les produits électroniques. Ajour'hui, plus de 21% de Nigérians, 18% de Sud-Africains de plus et 10% de Kenyans vont dès lors envisager la possibilité d'acheter les aliments préemballés en ligne.⁴³

Figure 16. Proportion d'utilisateurs de commerce électronique qui prévoient de réduire leur présence dans les supermarchés après la COVID-19



Source: Nielsen

Le comportement du consommateur et les modes de consommation par rapport à l'industrie du voyage ont également subi des modifications. Les consommateurs ont dû modifier leurs plans de voyage à l'aune des confinements induits par la pandémie. L'industrie du voyage était presque au point mort. L'Association internationale du transport aérien (IALTA) indique la COVID-19 a réduit le nombre total de passagers par mois au Rwanda de 500 milles, de 2,8 millions en Éthiopie, 4 millions au Kenya, 5,7 millions au Nigeria et de 16,6 millions en Afrique du Sud,⁴⁴ représentant une fraction de leurs proportions totales pré-COVID. Les recettes des compagnies aériennes sur le continent ont chuté de 60 pour cent au moins.

Les répondants d'enquête des plus grands sites de réservations en ligne ont confirmé que la pandémie a créé un choc pour l'industrie africaine du voyage. Travelstart, un site web de réservation de tickets de voyage en ligne logé en Afrique du Sud et opérant dans 16 pays indique avoir vendu très peu de tickets de voyage de mars à mai. Alors que la pandémie se poursuivait, la plateforme avait enregistré une légère embellie de son activité commerciale. En aout, les volumes des ventes représentaient presque la moitié du volume enregistré normalement pendant la même période de l'année. La plateforme en ligne a permis à ses opérateurs d'accroitre leurs revenus tandis que les concurrents qui avaient maintenu les magasins physiques avaient été contraints de mettre la clé sous la porte. Travelstart pense pouvoir renouer avec les niveaux pré–pandémie au deuxième trimestre 2021. IATA estime que toute l'industrie du voyage ne pourra pas se remettre avant 2024(Figure 17 et Figure 18). 45

⁴³ Nielsen

⁴⁴ IATA

 $^{{\}tt 45} \quad {\tt IATA~.~https://edition.cnn.com/travel/article/air-travel-recovery-2024/index.html}$

Comment la COVID-19 a-t-elle affecté votre activité commerciale?

Philip Akesson - Travelstart: Les vols représentaient une composante essentielle de notre activité. De mars à mai, nous avons eu de la peine à vendre les vols. Nous avons enregistré très peu de réservations. La plupart de ces vols étaient réservés aux personnes qui voulaient être rapatriés. Nous observons une légère reprise, mais la situation a été très difficile et nous avons dû renégocier les contrats avec les fournisseurs. Nous avons dû licencier des employés. Certains sont restés sans salaire pendant des mois. Mais aujourd'hui la situation s'améliore. Le compte de résultat a été positif dans quelques pays. La taille de l'assiette (de l'industrie du voyage) s'est rétrécie, mais en raison de la nature du commerce numérique, nous sommes disposés à tirer parti du changement de paysage induit par la COVID-19.

Figure 17. Plan de facturation et de règlement (IATA) nombre de tickets vendus (Afrique)

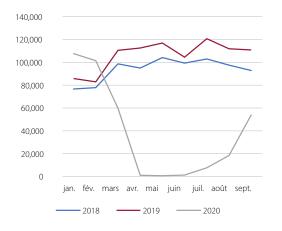
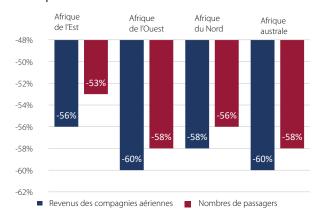


Figure 18. Perte de revenus et de passagers des compagnies aériennes en Afrique



Source: IATA

Les services de diffusion vidéo ont été revus à la hausse quoiqu'à un rythme plus lent par rapport à d'autres secteurs de l'économie numérique avant et pendant la COVID-19. Selon les estimations, la plateforme sud-africaine Multichoice a le plus grand nombre de clients de service de diffusion de vidéo sur le continent avec 19,5 potentiels abonnés. Multichoice allie ses offres de produit de télévision payante à sa plateforme de diffusion vidéo à la demande, ShowMax. D'après le rapport financier de ShowMax, la plateforme a augmenté le nombre de ses abonnés de 20% en 2020 par rapport à 2019. Multichoice considère cet accroissement de la demande et de la consommation comme des facteurs positifs de la COVID-19. 46

Selon Digital TV Research, une unité d'intelligence d'affaires basée à Londres, le géant mondial de la diffusion de vidéos en ligne, Netflix, avait 1,4 millions d'abonnés sur le continent africain à la fin de l'année 2019. Dans ses états financiers, Netflix présente l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique comme une seule région. Toutefois, suivant les estimations, l'Afrique aurait enregistré une augmentation de près de 15% d'utilisateurs entre le début du premier trimestre et la fin du troisième trimestre 2020. Actuellement, le taux de pénétration des offres de services OTTO sur le continent est de 4%.

Un premier appel public à l'épargne surprise (PAPE) de Mdundo, une plateforme africaine de diffusion de vidéos, a été lancé sur fond de pandémie. La plateforme de diffusion de musique ayant plus de 5 millions d'utilisateurs avait lancé un PAPE sur Nasdaq First North Growth Market. En 2019, la société affichait 6 860 167 KSH de revenus.⁴⁷

⁴⁶ Rapport financier de Multichoice au titre de l'exercice 2020.

⁴⁷ RapportsfinanciersdeMdundo:https://c7350cf2-a9be-4967-ac7e-71da2df2a79c.filesusr.com/ugd/958b82_05154ae75c5f4b4b8c89f875bb227c91.pdf

Comment la COVID-19 a-t-elle affecté les résultats nets de votre activité commerciale?

Moses Babatope FilmOne: Nous sommes une société de médias et de divertissement. De ce fait, nous avons adopté une perspective de groupe. Nos activités classiques ont été frappées de plein fouet. La sortie de filmes se fait rare et l'hypothèse de futurs confinements n'est pas écartée. Notre activité commerciale est réduite de moitié, au moins. Cette situation a dégradé la confiance des investisseurs.

Nous avons pris la décision d'investir dans la production et la création de contenus. Nous créons actuellement une plateforme numérique assortie d'un programme de fidélité. Nous espérons faire revenir les gens au cinéma.

Restrictions de mouvements internes

La plupart de pays africains avaient imposé les restrictions des mouvements internes – de différentes formes et rigueur-de mi-mars à avril 2020(Figure 20). La rigueur de ces restrictions s'est estompée peu à peu dans la plupart (mais pas tous) de pays africains, en particulier après la première riposte politique à la COVID-19 en mai et avril. Les modèles d'affaires du commerce électronique, foncièrement plus « virtuels » que leurs équivalents classiques étaient parmi quelques modèles qui ont pu s'adapter à ces circonstances.

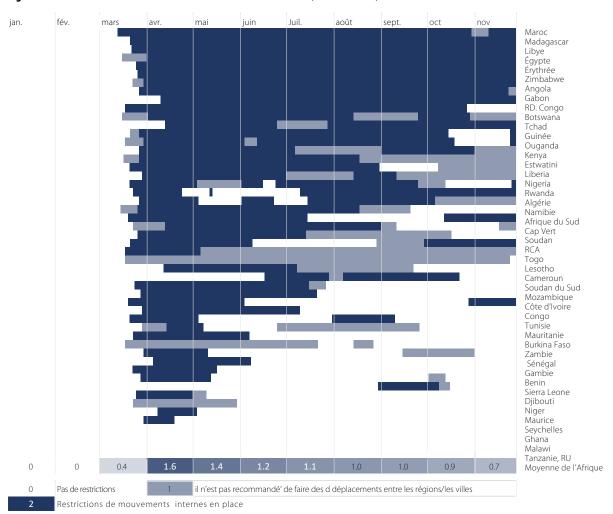


Figure 20. Restrictions de mouvements internes: échelle de 0 à 2 (blanc au bleu)

Source: Calculs des auteurs sur la base d'Oxford Covid-19 Government Response Tracker

Remarques: Les données pour les pays ci-après n'étaient pas disponibles: Comores, Sao Tome Principe, Guinée équatoriale et Guinée Bissau

Quels ont été les effets de la COVID-19 sur votre activité?

<u>Frans Hiemstra – Uber:</u> Notre objectif étant de permettre à des personne de circuler d'un point A à un point B, le confinement a perturbé la manière dont nous opérons dans différents pays d'Afrique Subsaharienne. Même dans les villes où des personnes avaient la possibilité de se déplacer, il existait des règlements qui s'accompagnaient de défis particuliers.

La pandémie est devenue une épreuve décisive qui nous contraint à trouver des moyens de réajuster notre modèle d'affaires afin de pouvoir nous accommoder à la « nouvelle norme ». Lorsque la plupart des entreprises ont cessé leurs activités, nous avons évalué ces nouveaux règlements et nous nous sommes attelés à faire bouger les lignes. Grâce au concours de nos partenaires, nous avons pu aider ceux qui avaient été les plus affectés avec l'apport d'aliments, de médicaments, et de repas, et des déplacements gratuits aux travailleurs essentiels.

Pour veiller à ce que des personnes restent connectées, nous avons adapté notre technologie à l'offre Uber Connect. Ce service se sert de notre technologie logistique et de notre réseau de conducteurs pour offrir des solutions économiques et de livraison à la demande. Nous avons observé une demande importante chez les personnes qui passaient des commandes auprès d'Uber Eats en Afrique du Sud et au Kenya, ce qui a poussé de nombreuses personnes à vouloir se faire livrer des repas à la maison. Il était devenu de plus en plus évident que les services de livraison de provisions alimentaires n'étaient pas seulement populaires, mais étaient une nécessité, raison pour laquelle nous avons noué des partenariats avec différents marchands en vue de la livraison d'articles ménagers, d'aliments surgelés et de médicaments sans ordonnance.

Le nombre de consommateurs sensibles aux prix est en hausse et l'accessibilité est plus que jamais une priorité. Afin de répondre aux besoins des cyclistes et d'améliorer davantage les opportunités économiques des Sud-Africains, Uber teste une nouvelle option abordable appelée UberNam, dans des zones sélectionnées avec pour but de s'étendre en Afrique du Sud. Notre objectif est d'accroitre l'accès en proposant des solutions plus abordables permettant de faire croitre l'activité et de libérer le potentiel des opportunités génératrices de revenu pour les partenaires du secteur de la conduite automobile. Le futur semble radieux.

Secteur informel

D'après les estimations, 85,8 pour cent des emplois en Afrique relèvent du secteur informel. Ce chiffre est très élevé par rapport à d'autres régions du monde.⁴⁸ La probabilité est très faible pour les entreprises du secteur informel d'utiliser les technologies de base comme les ordinateurs voire l'Internet pour leurs activités commerciales. En conséquence, les entreprises sont très susceptibles de manquer certaines des opportunités numériques de pointe créées par la COVID-19. ⁴⁹

L'exception à la règle c'est le transfert mobile d'argent qui a un taux de pénétration considérable dans l'économie informelle de nombreux pays africains, et l'utilisation de quelques formes de plateformes numériques pour le travail, comme la conduite de taxi, la livraison, le travail domestique et les microapplications de tâches.⁵⁰ La règlementation du travail dans certains pays n'exige pas à ces plateformes d'enregistrer les travailleurs comme des employés, et de ce fait nombre d'entre eux sont passés par les

⁴⁸ OIT 2018. Plus de 60 pour cent de la population active à l'échelle mondiale travaillent dans l'économie informelle, accessible sur https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_627189/lang--en/index.htm

⁴⁹ Banque Mondiale 2019. The digital disconnect of informal businesses, accessible sur: https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/digital-disconnect-informal-businesses

⁵⁰ Banque Mondiale 2019. The digital disconnect of informal businesses, accessible sur: https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/digital-disconnect-informal-businesses; et Fairwork Foundation. 2020. Gig workers, platforms and government during Covid-19 in South Africa, accessible sur: https://fair.work/wp-content/uploads/sites/97/2020/05/Covid19-SA-Report-Final.pdf

mailles du filet quant aux interventions d'atténuation des impacts de la COVID-19 en matière de travail.⁵¹ Font figure d'exception à cet égard les plateformes qui font des offres de services free-lance en ligne-à l'instar de NoSweat en Afrique du Sud-qui ne requièrent aucun emplacement spécifique et qui ont été de ce fait beaucoup moins touchés par les effets de la COVID-19. En effet, de nombreuses mesures en rapport avec les contacts physique ne seraient pas indiquées pour cette catégorie de service.

Étude de cas : Le Togo adopte la technologie en appui aux travailleurs vulnérables de l'économie informelle

Le gouvernement togolais a créé une plateforme numérique lorsqu'il était apparu clairement que les travailleurs du secteur informel seront les principales victimes des mesures barrières contre la COVID-19 et en seront affectés de manière disproportionnée. La plateforme, Novissi, a fourni des apports financiers aux personnes et familles affectées directement par la COVID-19. Selon le site web, plus de 1,3 millions de togolais s'étaient inscrits dans l'optique de bénéficier des avantages allant jusqu'à'à 35% du salaire minimum. Avec une population de près de 8 millions de citoyens, Novossi a rapidement gagné en popularité.

À ce jour, la plateforme Novossi a octroyé 20 millions de dollars américains aux candidats retenus. Plus de soixante pour cent de récipiendaires inscrits sur la plateforme Novossi sont des femmes.

La plateforme Novossi numérise le processus d'identification, de vérification et de remise de fonds à la frange importante de la population qui opère dans le secteur de l'économie informel. Un tel recours à la technologie apporte l'aide indispensable aux nécessiteux, elle peut également permettre potentiellement de combler les déficits de données qui persistent dans les pays africains. ⁵²

Les pays les moins avancés

Le Premier Ministre éthiopien a fait des remarques à propos du risque spécifique qu'encourent les populations des pays les moins avancés (PMA) de voir leurs économies entières décimées en raison de la pandémie. ⁵³ Un peu moins de 1 à 5 personnes issues des PMA sont connectées à l'Internet. ⁵⁴ Ce chiffre est d'ailleurs encore plus considérable dans l'ensemble des 33 PMA de l'Afrique. La pénétration du haut débit et de l'Internet en général demeure relativement faible. Ce qui constitue un obstacle à d'éventuels mouvements de millions d'Africains vers l'économie numérique. Un tel manque criant d'accès a la probabilité de se traduire en des taux accrus de contraction de l'économie, d'autant plus les opportunités d'une numérisation accélérée induite par la COVID–19 peuvent échapper aux PMA.

⁵¹ Fairwork Foundation. 2020. Gig workers, platforms and government during Covid-19 in South Africa, accessible sur: https://fair.work/wp-content/uploads/sites/97/2020/05/Covid19-SA-Report-Final.pdf

⁵² https://novissi.gouv.tg/en/home-new-en/

⁵³ Financial Times: https://www.ft.com/content/c12a09c8-6db6-11ea-89df-41bea055720b

⁵⁴ Forum économique mondial: https://www.weforum.org/agenda/2020/04/coronavirus-covid-19-pandemic-digital-divide-internet-data-broadband-mobbile/

2.57 0.71 0.62 0.64 0.59 0.55 0.47 0.26 0.20 0.20 0.25 0.18 0.17 0.19 0.10 0.12 0.11 0.17 0.07 0.04 0.03 0.05 0.04 0.07 0.08 0.01 0.01 0.01 TANZANIE ANGOLA ÉTHIOPIE GUINÉE NIGER SOMALIE SOUDAN T0G0 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO GUINÉE BISSAU LESOTHO MADAGASCAR MALAWI AFRIQUE DU SUD SOUDAN DU SUD ZAMBIE BENIN **BURKINA FASO** BURUNDI COMORES ÉRYTHRÉE MALI MAURITANIE MOZAMBIQUE RWANDA SAO TOME ET PRINCIPE SÉNÉGAL GAMBIE LIBERIA OUGANDA

Figure 21. Abonnements mobiles pour 100 personnes dans les Pays les moins avancés de l'Afrique

Source: Max Roser, Hannah Ritchie and Esteban Ortiz-Ospina (2015) - «Internet». Mis en ligne par OurWorldInData.org. Consulté sur 'https://ourworld-indata.org/internet' [Online Resource]

3. Difficultés observées aux niveaux national et régional

En dépit de la croissance impressionnante dont a fait montre l'économie numérique africaine pendant la pandémie de COVID-19, beaucoup reste à faire. Avec environ 15% de la population mondiale, la part de connections mobiles de l'Afrique, de connections haut débit, de connections 4G, d'espace de centre de données est à la traine.

Les capacités de la région d'Afrique ont mis au grand jour les principales failles de l'écosystème d'Internet. Il apparait plus clairement maintenant que jamais qu'il existe des obstacles qui plombent une plus grande adoption de'Internet sur le continent. Il faudra donc lever les dits obstacles afin de réaliser le réel potentiel numérique de l'Afrique. La présente partie examine les difficultés qui entravent actuellement le commerce électronique et la numérisation en Afrique.

Comment la COVID-19 a-t-elle affecté les résultats nets de votre activité commerciale?

Juliet Annamah - Jumia: Les progrès réalisés vers la rentabilité de nos activités étaient principalement attribuables à un travail de fond effectués en rapport avec les principes fondamentaux de notre entreprise face à des facteurs limitants comme la COVID-19. Dans la plupart de pays, on a assisté à des confinements localisés et à des restrictions partielles de mouvements, résultant à des changements moins drastiques du mode de vie du consommateur. Dans les contextes des confinements nationaux généralisés, comme ce fut le cas au Maroc et en Tunisie, nous avons perçu une accélération claire de l'utilisation de nos services.

La COVID-19 a toutefois conforté l'importance de Jumia et du commerce électronique en Afrique en ce sens que ces deux entités ont permis 1) aux consommateurs d'avoir un accès permanent aux produits et services essentiels et 2) d'accroitre leur adoption par les vendeurs et les marques. Le virus continue de se propager et nous espérons qu'il va maintenir les incertitudes de l'environnement macroéconomique et opérationnel pendant un certain temps. Il est néanmoins certain que les consommateurs, les vendeurs et les gouvernements africains ont une meilleure compréhension et une grande prise de conscience quant au commerce électronique.

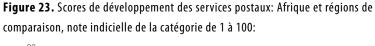
Niveau de préparation par rapport au numérique : la circulation des biens au sein et aux frontières

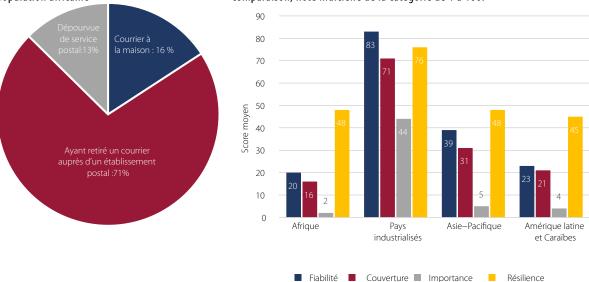
Des services postaux africains limités demeurent une contrainte à une plus grande consommation du commerce électronique. Seulement 16 pour cent d'Africains sont en même de recevoir les courriers à la maison et la performance de l'Afrique est réellement pire par rapport à celle des autres régions en développement en termes de fiabilité des services postaux (rapidité et prévisibilité des livraisons) (Figure 22). Les difficultés liées à la localisation des adresses physiques continuent de freiner le développement

du commerce électronique en Afrique.⁵⁵ La faible couverture postale (étendue et portée des réseaux internationaux des opérateurs postaux) constitue une limite pour le commerce électronique transfrontalier en Afrique (Figure 23).

À l'extérieur de l'Afrique, la rapidité et l'efficacité sont un atout qui permet aux entreprises du commerce électronique de proposer des offres de produits essentiels à leurs clients numériques. Mercado libre en Amérique latine et Amazon en Amérique du Nord ont introduit les services de livraison rapide des marchandises transfrontaliers. Amazon Prime, le service d'abonnement d'Amazon qui est principalement une offre de proximité axée sur la rapidité, continue d'accroitre le nombre de ses clients en raison de sa logistique exprès. En 2015, le service affichait 50 millions d'abonnés américains, 100 millions d'abonnés américains en 2018, et a clos l'année 2019 avec 112 millions d'abonnés américains. Alibaba, le géant du commerce électronique en Chine, a également connu une adoption rapide par les utilisateurs sous l'impulsion d'une logistique exprès. Les clients numériques du globe ont récompensé les entreprises de commerce électronique qui ont adopté une logistique exprès. Pour que l'économie numérique africaine soit compétitive, il est essentiel de faire des améliorations en termes de livraison de produits.

Figure 22. Accès aux services postaux par la population africaine





Sources: UP. 2020. La crise de la Covid-19 et le secteur postal accessible sur https://www.upu.int/UPU/media/upu/publications/theCovid19CrisisAndThe-PostalSectorEn.pdf et UP. 2020. Rapport sur le développement postal

Remarques: La fiabilité reflète la performance en termes de rapidité et de prévisibilité de la livraison sur l'ensemble des segments clés des services postaux physiques (courriers, colis, courriers exprès). La couverture recoupe la connectivité globale en évaluant l'étendue et la portée des opérateurs de réseaux internationaux. Ces éléments se mesurent par le nombre de réseaux partenaires et le volume des échanges internationaux, respectivement sur l'ensemble des segments clés des services postaux physiques. L'importance mesure l'intensité de la demande de l'ensemble du portefeuille des services postaux en rapport avec les plus performants de chaque catégorie de l'activité postale, tenant aussi compte des éléments tels que le nombre de transactions internationales et le nombre de bureaux de poste. La résilience indique le niveau de diversification des sources de revenus, ainsi que la capacité d'innovation et de livraison de services postaux inclusifs.

Le commerce transfrontalier de biens en Afrique prend deux fois plus de temps comparé à d'autres régions en développement (Figure 24), inhibant ainsi la capacité des entreprises de commerce électronique à satisfaire la demande des consommateurs en termes de rapidité et de commodité. Le commerce

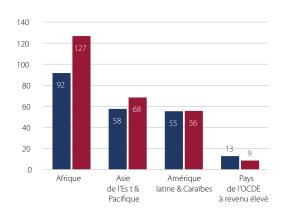
Banga, Gharib, Mendez-Parra et MacLeod. À paraître Le Commerce électronique dans les accords commerciaux préférentiels Implications pour les entreprises africaines et la ZLECAf

⁵⁶ Le nombre d'abonnés d'Amazon Prime continue de croitre. Fortune: https://fortune.com/2020/01/16/amazon-prime-subscriptions/

transfrontalier de biens induit également des couts plus élevés (Figure 25), posant ainsi un défi pour les plateformes de commerce électronique dont la valeur moyenne des marchandises est relativement faible (inférieure à 25 dollars américains). La sensibilité au prix des consommateurs africains empêche d'effectuer les achats lorsque les frais supplémentaires, les frais de transport et les droits de douanes sont pris en compte.⁵⁷

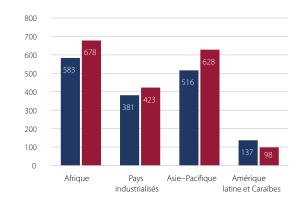
Les mesures anti-COVID-19 ont exacerbé ces défis, entravant ainsi le développement du commerce électronique transfrontalier. Josh Sandler, PDG et Cofondateur de LORI Systems, une plateforme de logistique électronique qui assure la coordination harmonieuse du transport de marchandises dans les marchés frontières, a déclaré que le franchissement de frontières entre l'Ouganda et le Kenya pourrait prendre en moyenne quatre à six heures avant la pandémie de COVID-19, mais à partir de novembre 2020, le franchissement a pris 21 jours pour certains camions, en raison de l'administration des tests de COVID et des réglementations connexes. Mr. Bolaji Foresythe d'Ocean et Air Logistics a indiqué que les dédouanements aux ports nigérians avaient été retardés de quatre semaines, au cours de la même période.

Figure 24. Temps mis pour les transactions: Afrique et régions de comparaison



- Temps mis pour les exportations : conformité à la frontière (en heures)
- Temps mis pour les importations : conformité à la frontière (en heures)

Figure 25. Couts des échanges Afrique et régions de comparaison, en dollars américains



- Couts associés aux exportations : conformité à la frontière (en dollars américains)
- Couts associés aux importations : conformité à la frontière (en dollars américains)

Source: Banque Mondiale 2020. Doing Business: Le commerce transfrontalier

Comment la COVID-19 a-t-elle affecté les résultats nets de votre activité commerciale?

Mo Agusto - M.O.T (magasin de mode en ligne): Dans un premier temps, la COVID-19 avait semé la panique et créé des incertitudes du fait du niveau d'ambigüité qui entourait le virus, son mode de propagation et ses effets sur la santé des personnes. Par mesure de précaution, nous avons décidé de réduire l'activité commerciale, d'arrondir les commandes du mois et de fermer. La fermeture a duré près de cinq à six mois; mais une fois les confinements levés, nous avait assisté à une reprise de notre activité. Nous avons enregistré une croissance de plus de 40% après le confinement. Actuellement, nous mettons l'accent sur la gamme de nos produits et sur notre capacité de production.

La COVID-19 a grevé considérablement le mouvement des marchandises sur le continent. Selon les données recueillies par les principaux prestataires logistiques (Programme alimentaire mondial, Agility

⁵⁷ Avis des répondants à l'enquête

North, P&I Logistics, Bollore Logistics, Wilhelmsen), le franchissement des frontières a été confronté à de mesures plus rigoureuses, eu égard à la pandémie. Des mesures allant du contrôle de bateaux et de containers au contrôle médical des passagers et à l'éventuelle mise en quarantaine des marchandises ont été appliquées. Certains pays avaient imposé des couvre–feux dans les ports. Les mesures de mise en quarantaine et de distanciation physique ont affecté la main d'œuvre des douaniers et des entreprises de transport. Le déficit d'approvisionnement d'équipements viables a limité davantage les procédures de dédouanement.

Figure 26. Restrictions de marchandises par les gouvernements (25 mars – 5 avril)

Pays	Restriction	Source
Algérie	Toutes les frontières commerciales sont encore ouvertes aux mouvements de marchandises, mais fonctionnent à capacité réduite, des retards sont à prévoir.	PAM Agility North
	Les bateaux seront soumis à des contrôles sanitaires et pourront être mis en quarantaine	P&I
	Les heures de couvre-feu imposées ont réduit les heures de travail dans les ports	Bollore Logistics Wilhelmsen
Angola	Toutes les frontières commerciales sont encore ouvertes aux mouvements de marchandises.	PAM Agility North
	Les bateaux seront soumis à des contrôles sanitaires et pourront être mis en quarantaine	P&I Bimco
	Exportations de carburant prohibées	
	Toutes les frontières commerciales sont encore ouvertes aux mouvements de	Bollore Logistics Agility North
	marchandises.	P & I
Benin	Les bateaux seront soumis à des contrôles sanitaires et pourront être mis en	Bimco
	quarantaine	Bollore Logistics
	De longs retards sont à prévoir.	
Cameroun	Toutes les frontières aériennes et commerciales sont encore ouvertes aux mouvements des marchandises.	
	Les frontières terrestres avec le Tchad et la République Centrafricaine demeurent ouvertes.	
	La fermeture annoncée de la frontière avec le Gabon reste à confirmer.	
	La quarantaine de 14 jours imposée sur les bateaux entrant au port de Douala a été levée.	
	Il existe des temps d'arrêt au poste de mouillage	
Égypte	Toutes les frontières commerciales sont encore ouvertes aux mouvements des marchandises.	
	Des contrôles sanitaires au niveau du canal de Suez permettent la traversée du canal	
	Il existe de graves perturbations du transport routier transfrontalier de marchandises	
	Contrôles et mesures accrus aux points d'entrée	
	De graves pénuries de containers et d'équipements ont été observées.	

Kenya	Vol cargo autorisé, fait cependant face à une baisse drastique de capacité de manutention Opérations portuaires en ours, avec des restrictions pour les bateaux en provenance de Chine Les bateaux seront soumis à des contrôles médicaux Les mouvements à l'intérieur du pays demeurent normaux Les camions immatriculés en RDC et au Rwanda ne sont pas autorisés à entrer Transport aérien et terrestre de marchandises autorisé uniquement pour les articles humanitaires ou essentiels. Restrictions imposées sur les opérations portuaires	PAM Agility North P&I Bimco Agility Bollore
Nigeria	Frontières de River State fermées. Restrictions imposées sur les mouvements internes de marchandises Restrictions imposées sur le transport terrestre transfrontalier de produits ali-	Logistics
Afrique du Sud	mentaires et d'articles essentiels, des retards sont à prévoir. Aéroports et ports ouverts pour le transport de marchandises essentielles et opérant à efficacité plus réduite.	Agility North

De petits groupes de répondants ont indiqué que les prestataires logistiques avaient imposé des frais supplémentaires du fait qu'ils étaient restés opérationnels pendant la pandémie. DHL, détenue par la Deutsche Post, avait imposé des Frais supplémentaires pour la situation de crise sur les livraisons transfrontalières et internationales. De telles mesures ont été introduites dans l'optique d'assurer la continuité des activités, eut égard aux couts accrus induits par les ajustements de réseau. Certes, les frais supplémentaires n'ont pas affecté les produits à fort potentiel de valeur ajoutée. Cependant, les marchands qui écoulent les articles de faible valeur ont vu leurs ventes dégringoler depuis le début de la COVID–19. Toutefois, cette situation pourrait être attribuable à de nombreux facteurs, dont les restrictions aux frontières, et une offre de transport réduite.

Infrastructure de TIC et services: Accès et couts d'Internet

La COVID-19 a mis au grand jour les déficits en infrastructures numériques en Afrique. Le débit de la connexion Internet a cédé sous la pression de nouvelles habitudes numériques de télétravail et de vie, faisant baisser à 13 pour cent le débit Internet médian de l'Afrique-deux fois la moyenne mondiale-pendant les confinements induits par la COVID-19(Figure 2719). Les infrastructures physiques qui régissent l'économie numérique doivent être rénovées en profondeur afin de garantir une connexion Internet plus abordable, plus accessible et fiable, et plus rapide.

- 6% -6% -10% -8% -15% - 13% - 14% -20% - 19% -25% - 25% -30% -27% -31% -35% -40% Mozambique Afrique du Sud Côte d'Ivoire Fanzanie, RL Afrique du Nord Afrique de l'Est Afrique de l'Ouest Afrique australe

Figure 27. Altérations du débit de connexion Internet en Afrique pendant les périodes de confinement induit par la COVID—19, pays africains dont les données sont disponibles

Source: Calculs des auteurs sur la base d'Oxford Coronavirus Government Response Tracker data (2020)

Les prix moyens élevés d'Internet en Afrique par rapport aux niveaux de revenu ont constitué un obstacle quant à la possibilité pour la COVID-19 d'accélérer l'adoption du numérique. Pour que davantage d'Africains s'accommodent à l'économie numérique, il faut accroitre drastiquement le pouvoir d'achat des Africains ou bien baisser les prix d'Internet. Cable.co.uk, un opérateur britannique de connexion haut débit a analysé les plans de données mobiles de plus de 200 pays et a classé l'Afrique comme l'une des régions ayant les tarifs Internet les plus élevés au monde. (Figure 28). Pour de nombreux africains, la consommation de débits considérables d'Internet par mois est une illusion.

Quelle principale leçon avez-vous tiré de la COVID-19?

lyinoluwa Aboyeji – Cofondateur de Flutterwave et d'Andela: La COVID-19 a mis à nu certains déficits, d'une part, et a pourtant accéléré certains aspects de l'activité commerciale, d'autre part. Il existe un certain nombre de défis auxquels nous devons nous attaquer, à l'instar de l'inaccessibilité et de la couverture limitée de l'Internet. Ces limites ont constitué une entrave à la maximisation les opportunités offertes par la COVID-19 pour faciliter l'entrée dans le monde numérique. Beaucoup de personnes ne pouvaient être atteintes.

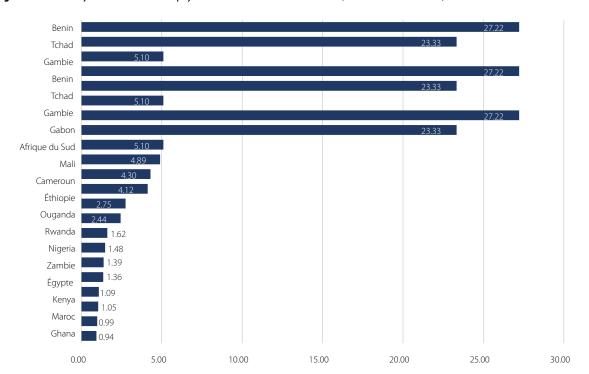


Figure 28. Prix moyen de 1GB dans les pays africains sélectionnés en 2020 (en dollars américains)

Source: Cable.co.uk

Les deux domaines qui peuvent limiter actuellement le développement d'infrastructures et services l'Internet abordables, rapides et fiables en Afrique sont la concurrence et la fiscalité.

Les services mobiles et Internet non concurrentiels sont fortement en corrélation avec les couts plus élevés et un plus faible niveau d'investissement.⁵⁸ Dans de nombreux pays africains, les marchés de l'Internet et des services connexes sont caractérisés par une concurrence seulement partielle ou par le monopole (Figure 29). Seulement 28 pays africains disposent d'autorités de concurrence chargées d'enquêter sur les comportements anticoncurrentiels et d'y faire face. Par ailleurs, dans les contextes où lesdites autorités sont en place, elles ne disposent pas toujours suffisamment de ressources ou de capacités.

⁵⁸ A4Al. 2019. Rapport sur l'accessibilité, accessible sur https://a4ai.org/affordability-report/report/2019/; et Quartz Afrique. 2020. Africans pay more for internet access due to lack of competition in local markets, accessible sur: https://qz.com/africa/1732055/africans-pay-more-for-internet-access-due-to-lack-of-competition/

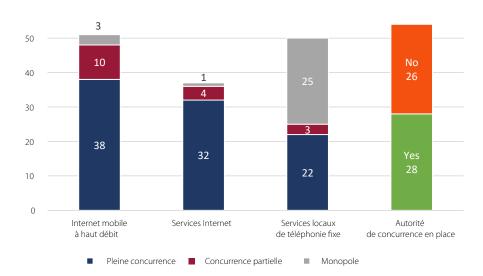


Figure 29. Concurrence du marché du service mobile et de l'Internet en Afrique

Source: UIT 2020. IUT ICT-Eye

Au moment où l'économie numérique se développement, et alors que d'autres secteurs s'estompent sous l'effet de la COVID-19, les gouvernements africains examinent de plus en plus de nouvelles solutions en matière de fiscalité des services numériques. Dix pays africains –le Kenya, le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Tanzanie, Maurice, l'Ouganda, le Cameroun, le Ghana et le Zimbabwe - ont soit appliqué ou exprimé leur intention d'appliquer de nouvelles taxes sur l'économie numérique.⁵⁹

Des régimes fiscaux défavorables peuvent toutefois réduire les investissements dans les infrastructures ainsi que la consommation du numérique.⁶⁰ EasyShip, une entreprise de technologie qui offre aux opérateurs de commerce électroniques des solutions à guichet unique leur permettant de faire des livraisons de marchandises à l'échelle mondiale, fait état d'un fort taux de taxes et droits en Afrique. En guise d'illustration, l'expédition d'un matériel informatique à partir des États–Unis d'Amérique est soumise à un taux d'imposition de 14% en Égypte, 20% en République Démocratique du Congo (RDC), 18% et 20% de droits de douane en Éthiopie. ⁶¹

Une enquête auprès des entreprises menée par la CEA en mi–2020 a révélé que les questions liées à l'imposition figuraient au deuxième rang des principaux obstacles au commerce électronique transfrontalier les plus souvent mentionnés (après les services postaux).⁶² Les répondants ont indiqué que les taxes élevées encourageaient les pratiques commerciales informelles.

Seuls quatre pays africains (l'Égypte, Maurice, le Maroc et les Seychelles) sont signataires à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), accord multilatéral appliqué par l'OMC et qui réduit les taxes et tarifs sur les produits des technologies de l'information. En Afrique, le tarif moyen des marchandises visées par l'ATI est de 6 pour cent, mais les crêtes tarifaires atteignent les 25 pour cent (Figure 30).

⁵⁹ Africanews. 2020. Coronavirus - Africa: Taxing the digital economy - COVID-19 heightens need to expand resource mobilization base, available: https://www.africanews.com/2020/08/26/coronavirus-africa-taxing-the-digital-economy-covid-19-heightens-need-to-expand-resource-mobilization-base//

⁶⁰ Robert Wentrup, Xianghuan Xu, H. Richard Nakamura, et Patrick Strom. 2016. Crossing the Digital Desert in Sub-Saharan Africa: Does Policy Matter?

⁶¹ https://www.easyship.com/

Banga, Gharib, Mendez-Parra et MacLeod. À paraitre Le Commerce électronique dans les accords commerciaux préférentiels Implications pour les entreprises africaines et la ZLECAf

Figure 30. Tarifs à l'exportation sur les produits visés par l'Accord sur les technologies de l'information en Afrique

	Tarif moyen ad valor- em NPF de l'Afrique	Tarif maximum ad valorem NPF de l'Afrique
Antennes, installations de radiodiffusion et de télécommunications et équipements connexes.	8	25
Ordinateurs	8	20
Équipements électriques sonores ou visuels	11	25
Robots industriels	3	20
Machines, circuits, semi–conducteurs, résistances, condensateurs, et équipements similaires	5	25
Autres	4	20
Moyenne de l'ensemble des produits visés par l'ATI	6	25

Source: Données fournies par l'OMC sur les tarifs NPF, sur la base des produits relevant de l'Accord sur les technologies de l'information, accessibles sur https://timeseries.wto.org/

Remarques Les données étaient disponibles pour les pays de la CEDEAO, de la CAE, de la SACU, ainsi que pour l'Angola, les Comores, l'Égypte, Madagascar, Maurice, le Maroc, le Mozambique et les Seychelles.

La pandémie de COVID-19 a mis au grand jour le déficit en infrastructures qui entrave non seulement l'adoption, mais également la consommation des données en Afrique. Ce déficit a contraint Seacom et Main One à consentir à nouveau des investissements dans les infrastructures.⁶³ D'autres devraient lui emboiter le pas. Toutefois, les opérateurs des TIC font état d'impôts, des droits de douane et des taxes dissuasifs qui réduisent les dépenses en capital.

Le manque d'investissement ralentit le rythme d'adoption de l'Internet, réduisant ainsi le nombre total de potentiels clients de l'économie numérique en Afrique. En outre, les opérateurs répercutent leurs charges fiscales sur les consommateurs africains qui sont sensibles aux prix et disposent d'un pouvoir d'achat limité. Les fabricants de téléphones mobiles ont connu une croissance de leur marché et une plus grande adoption par les consommateurs, et lorsque ces derniers s'étaient adaptés, ces fabricants avaient introduit des appareils abordables. Il est plus probable que l'économie numérique se développe si les couts des infrastructures sont réduits.

Le dernier facteur qui entrave manifestement l'adoption de l'Internet et le développement du commerce électronique en Afrique—de façon presque planifiée—ce sont les coupures d'Internet. En 2019, au moins 25 coupures d'Internet partielles ou totales ont été enregistrées sur le continent—soit une augmentation de 17 coupures par rapport à 2018.⁶⁵ Ces coupures avaient tendance à être plus fréquentes dans les pays moins démocratiques. 77 pour cent des pays où les coupures d'Internet ont été opérées au cours des cinq dernières années sont classés comme « autoritaires » sur l'indice de démocratie produit par le Service de renseignement de l'Economist (Economist Intelligence Unit).⁶⁶

⁶³ Seacom, entreprise d'infrastructure à large bande, a ajouté 1.7 térabits par seconde d'infrastructure à son réseau portant sa capacité totale à 3,7 térabits. En aout 2020 Seacom a investi 10 millions de dollars américains de ses ressources propres en appui à l'infrastructure de câbles le long des côtes Est et Sud de l'Afrique. Main One, une autre entreprise d'infrastructure à large bande basée à l'extérieur de l'Afrique de l'Ouest a mobilisé des investissements dédiés à l'infrastructure de centre de données et de câbles sous-marins tout au long de l'année 2020.

⁶⁴ D'après les estimations de la Banque Mondiale, 85% d'Africains vivent avec moins de 5,50 dollars américains par jour. Banque Mondiale: https://blogs.worldbank.org/opendata/85-africans-live-less-550-day

⁶⁵ Alliance for Affordable Internet. 2019. Regional Snapshot Africa, accessible sur: https://le8q3q16vyc81g8l3h3md6q5f5e-wpengine.netdnassl.com/wp-content/uploads/2019/12/AR2019_Africa-Regional_Screen_AW.pdf

⁶⁶ CIPESA. 20219. Dictateurs et restrictions Cinq dimensions des coupures d'Internet en Afrique, accessible sur https://cipesa.org/2019/03/despots-and-disruptions-five-dimensions-of-internet-shutdowns-in-africa/

Systèmes de paiement électroniques et numériques

La pandémie de COVID-19 pourrait diminuer les revenus des banques classiques africaines de 23 à 33 pour cent entre 2019 et 2021, réduisant ainsi la rentabilité des fonds propres de 5 à 15 points de pourcentage. Es banques de détail seront davantage affectées par la règlementation en matière de santé et la réticence des consommateurs à se rendre dans les points de vente physiques pendant et après la pandémie. Un changement de comportement est déjà observé chez les consommateurs financiers africains. En effet, des consommateurs indiquent avoir accru les services bancaires en ligne et mobiles tout réduisant les réunions physiques dans les agences pendant la Covid-19 en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigeria et au Maroc (Figure 31). Les banques de détail doivent mettre en place une stratégie permettant d'accorder la priorité à l'investissement dans l'économie numérique.

Figure 31. L'utilisation accrue des services bancaires en ligne et mobiles observée pendant la COVID—19 devrait se poursuivre après le retour à la vie normale: changement de comportement observé chez le consommateur, en pourcentage

	Afrique du Sud	Kenya	Nigeria	Maroc
Services bancaires en ligne	+30	+37	+37	+18
Services bancaires mobiles	+30	+43	+44	+17
Paiements mobiles	-9	+55	+19	-1
Rencontre à l'agence avec votre con- seiller financier	-32	-28	-18	-9
Entretien téléphonique avec vos con- seillers à l'agence ou le membre de personnel de l'agence	-29	-20	-32	-20

Source: McKinsey & Company M&S COVID Africa Consumer Pulse Survey April 2020 for "Meeting with your financial advisor in the Branch"

Le problème des paiements, et en particulier la dépendance continue vis-à-vis de l'argent liquide par les consommateurs africains, représente un obstacle persistant au développement du commerce électronique en Afrique (Figure 32). Les consommateurs qui ne font pas suffisamment confiance aux transactions en ligne ou qui n'ont tout simplement pas accès à des solutions de paiement alternatives peuvent avoir une préférence pour les paiements à la livraison. En plus du fait que leur gestion revient plus chère aux entreprises, les transactions contre remboursement accroissent les risques associés au refus de paiement.

⁶⁷ African Banking after the Crisis. McKinsey. Juin 2020. https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/african-banking-after-the-crisis

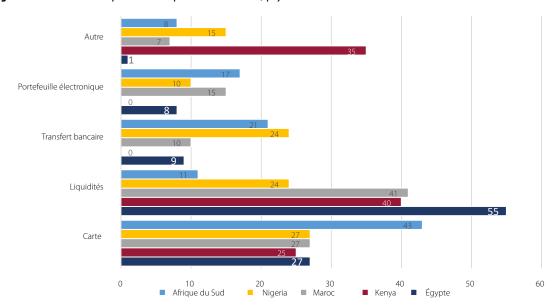


Figure 32. Part dans la répartition des paiements en 2020, pays sélectionnés 68

Source: Edgar, Dunn & Company: Travail commandé, les données ne comprennent pas le service m-pesa dans le cas du Kenya

Tel que noté dans la deuxième partie, la COVID-19 a constitué une mine d'or pour l'industrie des services de paiement électronique et numérique. En premier lieu le transfert mobile des fonds a connu une croissance impressionnante pendant la pandémie (Figure 33 et Figure 34). Les opérateurs mobiles se sont aperçu de cette tendance croissante. MTN, Vodacom et Orange ne sont que quelque-uns des opérateurs qui ont réduit les frais des transferts mobiles d'argent dans l'optique d'encourager les consommateurs à adopter les services mobiles. De nombreux opérateurs ont introduit des services comme les prêts dans le but de promouvoir l'activité entrepreneuriale numérique.

Alors que les consommateurs réduisent les services vocaux à la faveur des services vocaux gratuits par Internet (ex. WhatsApp), les opérateurs anticipent moins de ventes provenant des services vocaux et étendent leurs activités à la forte population africaine non bancarisée afin d'assurer la rentabilité de leurs activités. (Figure 31). La promotion des transactions financières numérique a le potentiel de: réduire les voyages, encourager l'assurance, stimuler l'épargne et le crédit, faciliter le règlement de factures et accroitre le transfert transfrontalier de fonds.

Figure 33. Mobile Money au Kenya Agents actifs, nombre total de comptes Mobile Money 69

Année 2020	Agents actifs	Nombre total de comptes Mobile Money enregistrés (en millions)	Total de dépôts et de retraits auprès des agents (Volume Million)				
Septembre	263200	64,0304	163,342				
Aout	252703	62,7834	163,207				
Juillet	234747	62,0651	157,755				
Juin	237637	61,7261	143,14				
Mai	243118	60,2432	135,932				
avril	242275	59,4282	124,994				
mars	240261	58,7131	150,687				
Février	235543	58,6665	148,53				
Janvier	231292	59,1672	150,204				

Source: Banque centrale du Kenya

⁶⁸ Edgar, Dunn & Company: Travail commandé

⁶⁹ Banque centrale du Kenya: https://www.centralbank.go.ke/national-payments-system/mobile-payments/

L'un des obstacles qui entravent l'essor des paiements électroniques et numériques, notamment le transfert mobile d'argent, est le rapport constant entre les consommateurs, les opérateurs mobiles et le gouvernement. Les gouvernements de la région reconnaissent certes que le transfert mobile d'argent est un produit qui va contribuer à la réalisation de l'inclusion financière universelle. Cependant les stratégies permettant de réglementer les activités des opérateurs mobiles qui considèrent le transfert mobile d'argent comme un instrument générateur de revenus restent en grande partie à déterminer. Même les pays qui ont été à l'avant–garde des services de transfert d'argent mobile connaissent des interruptions fréquentes et des ajustements entre les banquiers centraux et les opérateurs mobiles.

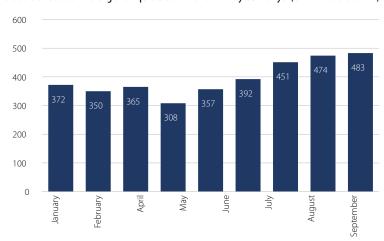


Figure 34. Valeur totale des transactions d'argent liquide de Mobile Money au Kenya (en milliard de Ksh)

Source: Banque centrale du Kenya

Comme nous l'avons mentionné dans la deuxième partie, les consommateurs se sont rués vers le transfert mobile de fond lorsque les limites des transactions s'étaient accrues alors que les frais avaient baissé. Cette mouvance a introduit la population dans le paysage numérique. Les opérateurs mobiles ont indiqué avoir connu des niveaux record de revenus, à mesure que les transactions des consommateurs augmentaient. En juillet 2020, les Kényans avaient fait des transactions record de 450,9 KSH (4,18 milliards de dollars américains), ce qui est donc supérieur au record précédent de 3,6 milliards de dollars américains obtenu en juin.

Alors que la Banque centrale kenyane avait considéré le transfert mobile d'argent comme un instrument d'inclusion sociale, d'autres banques centrales sur le continent sont encore aux prises avec les questions liées aux agréments et à la règlementation. En 2008, un communiqué autorisant les sociétés non financières à soumettre une demande d'agrément avait suscité l'espoir de la pleine adoption du transfert mobile d'argent au Nigeria. Grace à une telle dynamique, les opérateurs mobiles, à l'instar de MTN et Airtel, pouvaient atteindre la population non bancarisée du pays estimée à 60 millions de personnes. Cependant, depuis l'annonce, les plus grands opérateurs mobiles du pays n'ont pas encore reçu d'agrément.

Quoique les banques de renom puissent faire pression contre la concurrence accrue à laquelle elles seraient confrontées, au cas où les opérateurs mobiles obtiendraient des agréments pour les services Mobile Money, les couts induits par le retard affecteront les consommateurs africains et la croissance de l'économique numérique africaine. L'exemple du Kenya démontre que les opérateurs mobiles n'ont pas besoin d'une présence bancaire physique, car ils sont seulement limités par la pénétration mobile et peuvent contribuer considérablement à l'inclusion financière. Les opérateurs mobiles peuvent aider

à réaliser l'inclusion financière de 200 millions de Nigérians voulue par le Président Muhammadu Buhari. D'aucuns estiment que la Banque centrale du Nigeria exerce une pression sur les opérateurs bancaires et mobiles dans l'optique de les inciter à collaborer afin que les opérateurs mobiles soient réglementés au même titre que les autres catégories de services financiers. Pourtant, si les opérateurs mobiles nigérians bénéficient des mêmes niveaux de soutien et de règlementation que leurs homologues de l'Afrique de l'Est, de nombreux Nigérians feraient rapidement leur entrée dans l'économie numérique.

12 113 10 8 6.6 59 4 3.688 2.975 2.5 2.523 1.945 1.26 0.986 0 Cameroun Ghana Côte d'Ivoire Algérie ■ Utilisateurs ■ Valeur de l'opération

Figure 35. Utilisateurs de paiements numériques (en millions) et valeur de la transaction (en Dollars américains) dans les pays africains sélectionnés en 2019

Source: Statista

Le manque de solutions de paiement numérique inhibe également le commerce électronique transfrontalier. Une enquête auprès des entreprises menée par la CEA en 2020 a révélé que l'insuffisance des solutions de paiement numérique était le troisième obstacle au commerce électronique transfrontalier le plus souvent évoqué par les entreprises. Au moment où les entreprises cherchent à tirer parti du commerce transfrontalier dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les solutions de payement numérique peuvent s'avérer utiles. L'Afrique gagnerait à mettre en avant un instrument qui faciliterait les paiements.

Quelle principale leçon avez-vous tiré de la COVID-19?

<u>Bayo Adedeji – Wakanow:</u> 20% de nos clients ont commencé leur voyage en ligne et achètent leurs billets en ligne. 50% de nos clients ont commencé leur voyage en ligne et achètent leurs billets en présentiel. 30% de nos clients ont commencé leur voyage en ligne et achètent leurs billets à la boutique. L'Afrique repose sur les relations et ce sont les relations qui nous ont permis de survivre. Les données et indicateurs mondiaux peuvent donner une perspective différente, mais il faut reconnaître que les affaires en Afrique sont axées sur les relations.

⁷⁰ https://www.ft.com/content/d77f5fa9-9d3a-4faa-837f-679d3192a75d

⁷¹ CEA. À paraitre Le Commerce électronique dans les accords commerciaux préférentiels Implications pour les entreprises africaines et la ZLECAf

4. Analyse des réponses politiques africaines aux niveaux continental, régional et national

Niveau de préparation face au commerce électronique: nouvelles initiatives générales visant à améliorer la disposition des entreprises et des consommateurs à adopter le commerce électronique

En avril 2020, en partenariat avec l'Université des sciences appliquées d'Amsterdam, le Centre du commerce international (ITC), a lancé Africa Marketplace Explorer. L'objectif de cet outil est de connecter les micro, petites et moyennes entreprises qui ne peuvent pas « trouver d'informations sur le moyen de vendre des produits en ligne dans un pays voisin ou de la région, sur les marchés existants, si ces derniers autorisent les entreprises étrangères et quelles sont les conditions d'accès »⁷². La création de cet outil vise deux objectifs: 1) Aider les MPME à faire face aux restrictions frontalières et aux exigences liées au transport pendant la pandémie; et 2) Enseigner aux MPME affectées par la COVID-19 comment se connecter aux marchés en ligne⁷³. Les données de cet outil révèlent « qu'en Afrique, à peine 1 % des marchés de commerce électronique gèrent 60 % du trafic des marchés sur le continent »⁷⁴.

Quelles principales leçons avez-vous tiré de la COVID-19?

Claudia Boamah - Forum du Commerce de Namibie: Quand les magasins de détail, les restaurants... toute l'industrie du voyage en général s'est figée, une plus grande attention a été portée au commerce électronique. Le commerce électronique a désormais attiré l'attention du gouvernement. Ce n'est plus un luxe mais une option qu'il convient de développer et favoriser.

Pour démontrer son engagement dans le commerce électronique, la Banque africaine de développement a créé Fashionomics, une plateforme de marché numérique qui « est la toute première plateforme B2B et B2C jamais créée pour les micro, petites et moyennes entreprises qui travaillent le long de cette chaîne de valeur ».⁷⁵ Fashionomics est un outil pour les entrepreneurs (en particulier les femmes et les jeunes) qui vise à renforcer et interagir avec des marchés numériques (régional, national et mondial)⁷⁶. Au cours de la pandémie de COVID-19, la Banque africaine de développement a organisé des webinaires sur l'utilisation des applications Internet et leur utilité. Ce programme était conçu pour encadrer et aider les femmes pendant la pandémie⁷⁷.

⁷² Tembo, 2020

⁷³ Tembo, 2020

⁷⁴ Trade-Centre, 2020.

⁷⁵ Kiire, 2019

⁷⁶ BAD, 2020; Kiire, 2019

⁷⁷ BAD, 2020; Kiire, 2019

Au niveau national, la quasi-totalité des pays africains ont déjà élaborer ou manifesté leur intérêt à élaborer des politiques de commerce électronique. La Ministre béninoise de l'industrie et du commerce, Shadiya Alimatou Assouman, a exprimé le désir du pays de collaborer à la CNUCED en vue de formaliser le secteur du commerce électronique, qui à ce jour reste dominé par le marché informel et l'utilisation de l'argent mobile et des réseaux sociaux⁷⁸. Le Bénin fait d'ailleurs partie des pays africains considérés comme pionniers en matière de législation sur le numérique. Il est le septième pays africain à adopter des lois sur la protection des données79, qui ont ensuite été renforcées en 2018 avec la promulgation du « Code du Numérique »⁸⁰. Le Niger s'inscrit dans le même sillage en ce sens qu'il a exprimé le désir de travailler avec la CNUCED pour formaliser une stratégie de commerce électronique dans le contexte de la pandémie de COVID-19, même si le pays dispose déjà d'une législation qui cible les transactions numériques⁸¹. Les exemples du Bénin et du Niger montrent à suffisance que les pays africains disposent d'instruments législatifs nécessaires pour promouvoir l'environnement du commerce électronique, mais manquent de stratégie numérique à mettre en œuvre. De telles stratégies sont pourtant nécessaires si les gouvernements veulent soutenir les entreprises à s'adapter dans un monde d'après COVID-19. ⁸².

Au niveau continental, plusieurs initiatives politiques notables avaient été lancées avant la pandémie; elles peuvent néanmoins aider à favoriser un écosystème politique propice au commerce électronique dans le cadre de la reprise d'après COVID-19. La stratégie de transformation numérique pour l'Afrique de l'Union africaine (2020-2030), dont la rédaction a commencé en 2019, a été lancée le 18 mai 2020.⁸³ Elle vise à définir un cadre stratégique complet pour un continent transformé numériquement dans plusieurs domaines.

Figure 36. Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique de l'Union africaine, (2020-2030): thèmes, secteurs et piliers fondamentaux

Thèmes transversaux	Contenu numérique et applications	numeriaui		n	Nouvelles technologies		Cybersécurité, protection des données personnelles et privées		S F	Recherche et développement	
Secteurs critiques pour stimuler la transformation numérique	Industrie numérique	numér et servi			ernance rique	Éducatio numériq	n	Santé numérique		Agriculture numérique	
Piliers fondamentaux	favorable, politi	Environnement favorable, politique et réglementation			cture nu		Compétences numériques et capacité humaine		Innovation numérique et entrepreneuriat		

Source : Union africaine, 2020. Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030

Le 5 février 2020, le Sommet de l'Union africaine a décidé qu'en ce qui concerne la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf: « les négociations de la phase III [se concentreraient] sur un protocole de la ZLECAf sur le commerce électronique immédiatement après la conclusion des négociations de la phase II ». Les négociateurs ne se sont pas encore prononcés sur la portée et le contenu de ces négociations, mais un protocole sur le commerce électronique dans la ZLECAf signifierait pour les pays africains la possibilité de développer des approches réglementaires harmonisées sur des questions telles que la gouvernance

⁷⁸ https://thenews-chronicle.com/unctad-covid-19-is-boosting-e-commerce-except-in-west-africa/

⁷⁹ ICANN, 2019.

⁸⁰ Sylla, 2019

⁸¹ https://thenews-chronicle.com/unctad-covid-19-is-boosting-e-commerce-except-in-west-africa/

⁸² Banga et al., 2020; IFC, 2020

⁸³ Union africaine, 2020. Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030, Disponible sur: https://au.int/en/documents/20200518/digital-transformation-strategy-africa-2020-2030

des données, les transactions électroniques et la facilitation du commerce électronique, entre autres. Cette annonce à selle seule indique l'importance du commerce électronique pour le continent⁸⁴.

Infrastructures et services informatiques: mesures visant à accroître la capacité du réseau

En Afrique, les téléphones portables sont de plus en plus populaires, mais l'utilisation d'un Smartphone compatible avec les données n'est pas encore généralisée - environ un tiers seulement des Africains utilisent un Smartphone - et les taux de pénétration de la 4G sont encore relativement faibles.⁸⁵ La faible pénétration des données sur le continent pose un sérieux défi aux Africains dans un monde post-pandémique où les interventions sanitaires, l'éducation et les opportunités commerciales ont de plus en plus recours à la technologie.⁸⁶

Les pays de la région ne sont pas restés inactifs. En Afrique de l'Est, le gouvernement ougandais a « travaillé avec les opérateurs de téléphonie mobile en vue de réduire les frais sur les services numériques et offrir des forfaits de données Internet complémentaires aux consommateurs pour faciliter les transactions scripturales »⁸⁷. Le gouvernement kenyan entend « renforcer la capacité de leurs réseaux afin de permettre un meilleur accès aux services vocaux, de données et Internet »⁸⁸ tout en lançant des approches innovantes. En outre, le gouvernement kenyan s'est également associé à Telekom Kenya et Alphabet Inc. pour utiliser les ballons Loon afin d'accroître la pénétration de la 4G pour environ 23 millions de Kenyans vivant en zone rurale⁸⁹.

Quelle principale leçon avez tiré de la COVID-19?

Désir Loumou - Communauté économique des États de l'Afrique centrale: Avant la COVID-19, l'économie numérique n'était pas une priorité majeure. Les documents de politique générale et de priorité évoquaient le commerce électronique sans que cela ne soit toujours traduit dans la réalité. Il existe de nombreux cadres juridiques, mais peu de mesures concrètes pouvant donner lieu à une action. La COVID-19 a mis en lumière le déficit infrastructurel auquel nous sommes confrontés. Les pays qui ne disposaient pas d'une infrastructure Internet adéquate en ont pâti. Cependant, des pays comme le Cameroun ont décidé de prélever des droits de douane via des sociétés de télécommunications. Les droits de douane constituent une importante source de recettes, cependant, leur réduction se traduit par une plus grande importation des outils nécessaires à une économie numérique.

Paiements: réduire les coûts de transaction sur les paiements numériques et les transferts d'argent mobile

Au niveau régional, la Banque des États d'Afrique centrale a présenté la baisse des coûts de transfert électronique comme une intervention à la fois financière et contre les risques, car elle favorise à la fois le comportement financier du paiement numérique et le comportement « sain » de la distanciation sociale⁹⁰. La Zambie, où l'argent mobile est promu comme une forme de prévention des risques contre

⁸⁴ Ogo, 2020; Tcheuffa, Rugabira et Sawadogo-Lewis, 2020

⁸⁵ UIT, 2020. Statistiques, disponible sur: https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx; et AfricaPortal, 2020. Covid-19: Implications for the 'digital divide' in Africa, disponible sur: https://www.africaportal.org/features/covid-19-implications-of-the-pandemic-for-the-digital-divide-in-africa/

Pendant la pandémie, les gouvernements ont utilisés des outils numériques pour atteindre les populations et leur communiquer des informations. En Afrique du Sud, 3,5 millions de personnes à la recherche des réponses sur la COVID-19 avaient accès à un Chat WhatsApp en cinq langues. L'Ouganda a suivi la tendance en utilisant les réseaux sociaux et la technologie pour contrer la propagation de fausses informations sur la santé. Enfin, le Kenya a numérisé son système judiciaire pendant la pandémie, rendant ainsi virtuelle la procédure judiciaire individuelle et les jugements.

⁸⁷ CNUCED, 2020

⁸⁸ Autorité de la Communication du Kenya, 2020.

⁸⁹ BEI, 2020

⁹⁰ Herman et al., 2020

la COVID-19, en est un exemple⁹¹. Le problème avec cette forme d'intervention contre les risques est que, si elle minimise le risque pour le consommateur, elle augmente le risque pour les travailleurs des services essentiels. En effet, en Zambie, de nombreux agents sont exposés à la COVID-19, car la majorité des utilisateurs préfèrent recharger leurs comptes d'argent mobile avec des dépôts en espèces⁹². Le gouvernement zambien a réagi en annulant jusqu'à 150K sur les frais de transfert d'argent électronique effectués de particulier à particulier⁹³.

Alors que la COVID-19 cristallise l'attention de la plupart des pays africains, certains pays sont contraints d'équilibrer les exigences liées à la pandémie avec leurs autres objectifs politiques. Le Zimbabwe par exemple a interdit l'utilisation des services d'argent mobile, estimant qu'elle a contribué à la dévaluation du dollar zimbabwéen⁹⁴.

L'Ouganda, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Kenya, le Mozambique et le Rwanda ont tous réduit, voire supprimé les frais de transfert d'argent mobile et augmenté les limites des transactions⁹⁵. Le Ghana est allé jusqu'à étendre les limites des transferts d'argent mobile sans preuve documentaire supplémentaire jusqu'à 1 000 GhC (soit 171 dollars américains)⁹⁶.

Le secteur privé a également tenu à défendre des politiques adaptées dans un contexte de COVID-19. Certains opérateurs de téléphonie mobile ont décidé de réduire les coûts. Orange a saisi cette opportunité pour lancer une banque numérique dénommée Oran.Pa – sa première entreprise de services financiers sur le continent⁹⁷. En Ouganda et au Rwanda, MTN et Afritel ont réduit les frais de transfert d'argent mobile⁹⁸. MTN a également annulé les frais sur les paiements en argent mobile au Nigeria, au Ghana, en Afrique du Sud, en Zambie et au Cameroun. MTN a suspendu les frais sur les transferts de particulier à particulier au Ghana, en Afrique du Sud, en Zambie et au Cameroun⁹⁹.

Toutefois, dans la plupart des cas, ces suspensions de frais ont été de courte durée. Initialement lancés entre mars et avril, ces avantages ont depuis été supprimés dans un certain nombre de pays.¹⁰⁰

Mesures relatives à la logistique commerciale et aux chaînes d'approvisionnement

Le choix politique dominant en Afrique en réponse à la COVID-19 a été de procéder à la fermeture des frontières (Figure 37). Cependant, l'application de cette mesure variait d'un pays à l'autre et au sein même des pays, ainsi qu'au fil du temps. Depuis la mi-mars, l'Algérie a fermé toutes ses frontières en appliquant néanmoins une exception pour l'importation/exportation de marchandises qu'elle jugeait critiques¹⁰¹. Tandis que le Burkina Faso applique une exception pour les frets¹⁰², le Cameroun a exempté « les vols cargo et les navires transportant des produits de consommation courante ainsi que les biens et matériels essentiels, dont les temps d'escale [avaient] été limités¹⁰³ et encadrés ». Le Tchad a emboité le pas au le Cameroun en autorisant les cargos,¹⁰⁴ tout comme la RDC qui a exempté les cargos et les frets¹⁰⁵. La

- 91 Phiri, 2020
- 92 Phiri, 2020
- 93 KPMG, 2020
- 94 Moveback,2020
- 95 Agur, Peria et Rochon, 2020
- 96 Peyton, 2020
- 97 Coulibaly, Rumney et Dludla, 2020
- 98 Donkin, 2020
- 99 Donkin, 2020
- 100 Connecting Africa. 2020. African operators reinstate mobile money feed, disponible sur: http://www.connectingafrica.com/author. asp?section_id=761&doc_id=761931&
- 101 Herman et al., 2020
- 102 Herman et al., 2020
- 103 Herman et al., 2020
- 104 Herman et al., 2020
- 105 Herman et al., 2020

Côte d'Ivoire a fermé ses frontières mais a autorisé « le trafic de marchandises, sous réserve de contrôles sanitaires réalisés par les autorités compétentes »¹⁰⁶ alors que le Ghana voisin a fermé l'ensemble de ses frontières sans aucune exception¹⁰⁷.

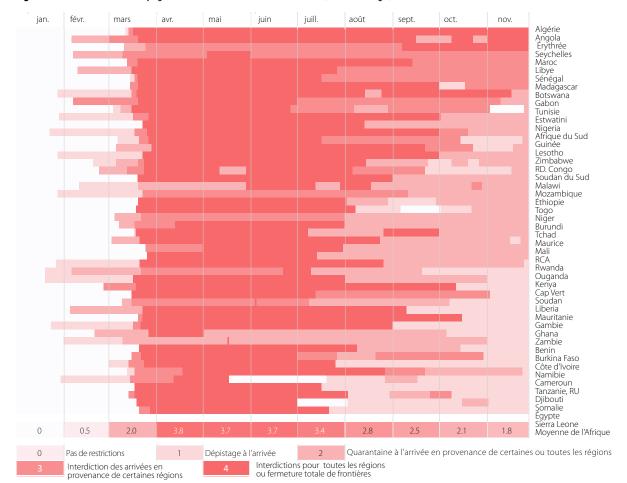


Figure 37. Fermetures de voyages internationaux: échelle de 0 à 4 (blanc à rouge)

Source: Calculs des auteurs, basés sur l'Oxford Covid-19 Government Response Tracker

Remarques: Les données pour les pays ci-après n'étaient pas disponibles: Comores, Sao Tome Principe, Guinée équatoriale et Guinée Bissau.

Développement de compétences

En raison de la population relativement jeune du continent africain et des taux de chômage élevés parmi cette frange, la formation professionnelle et l'accès à l'emploi restent un sujet prioritaire. Afin de soutenir les efforts déployés pendant la pandémie, la Banque africaine de développement, en partenariat avec Microsoft, a créé un programme de formation appelé Codage pour l'emploi¹⁰⁸. Ce programme est actuellement mis en œuvre dans 5 pays africains: le Kenya, le Rwanda, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Les étudiants choisissent de suivre cette formation en ligne, via une application mobile ou dans des salles de classe des centres d'excellence¹⁰⁹. Les étudiants inscrits peuvent suivre une variété de programmes allant du développement Web et la science des données au marketing numérique. À ce

¹⁰⁶ Herman et al., 2020

¹⁰⁷ Herman et al., 2020

¹⁰⁸ BAD*,2020

¹⁰⁹ BAD*, 2020

jour, 23 000 jeunes ont obtenu leur diplôme¹¹⁰. Fort du succès de ce programme, la Banque africaine de développement, le gouvernement nigérian et Microsoft ont créé la plate-forme d'apprentissage en ligne Digital Nigeria pendant la pandémie¹¹¹. Le programme propose une offre de cours et de certifications similaires au Codage pour l'emploi et vise à tirer parti des liens entre les secteurs public et privé du pays pour accroître l'employabilité et l'esprit d'entreprise des jeunes¹¹².

Besoins de financement: nouvelles solutions innovantes pour le financement du commerce électronique, y compris des solutions de technologie financière

Le coaching et le financement participatif sont deux solutions innovantes auxquels il est possible d'avoir recours pour financer des projets de commerce électronique pendant la pandémie. Pour illustrer le financement par coaching, on peut citer le cas de Mambo Coffee en Tanzanie. Avant la pandémie, la plupart de ses consommateurs étaient basés hors de l'Afrique. Par conséquent, les restrictions de voyage et la fermeture des frontières ont eu un impact négatif sur ses recettes¹¹³. En participant au programme Market Access, un programme de coaching constitué de webinaires, séances individuelles de coaching et foires commerciales virtuelles, Mambo Coffee a finalement bénéficié d'un prêt d'un million de dollars¹¹⁴. Cette formation est disponible au Burundi, au Kenya, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda¹¹⁵. Cette initiative s'adosse sur la plateforme de financement participatif créée par le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDP), Mobi-Changa, ThundaFund et Thunda Africa pour les femmes et les jeunes de Gambie¹¹⁶. Contrairement à l'ancienne plateforme, celle-ci n'intègre pas le mentorat dans son modèle de financement et elle s'adresse aux entreprises nouvellement créées plutôt qu'aux entreprises bien implantées mais en difficulté. La plate-forme permet aux femmes et aux jeunes de collecter des fonds par divers moyens, partant des amis à la diaspora en passant par la famille¹¹⁷. L'intégration de la diaspora dans cette plate-forme peut être considérée comme une tentative de formaliser les envois de fonds et de les canaliser vers des projets approuvés par l'État/les ONG.

Questions de genre: initiatives spéciales pour l'autonomisation des femmes dans le commerce électronique;

La COVID-19 a eu un effet dévastateur pour les femmes africaines. La pandémie a mis en lumière les défis auxquels les femmes sont confrontées au premier plan. Les femmes africaines, qui travaillent principalement dans le secteur informel, souffrent d'un manque de connectivité à Internet. Parlant spécifiquement des femmes, nous constatons qu'« en Afrique, la proportion de femmes qui utilisent l'Internet est inférieure de 12% par rapport à celle des hommes utilisant cet outil; et dans les PMA d'Afrique, cette disparité atteint 31% »¹¹⁸. En outre, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la principale activité économique des femmes consiste en grande partie en la vente de produits de base, de vivres frais et de produits de base sur des marchés de plein air.¹¹⁹ Face à la fermeture d'un grand nombre de ces marchés, les femmes ayant un faible accès aux données et dont les compétences numériques sont limitées n'ont pas été capables de suivre leurs clients les plus avertis dans le monde numérique¹²⁰.

¹¹⁰ BAD', 2020

¹¹¹ BAD**, 2020

¹¹² BAD**, 2020

¹¹³ https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/ITCSMECO2020.pdf

¹¹⁴ https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/ITCSMECO2020.pdf

 $^{115\} https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/ITCSMECO2020.pdf$

¹¹⁶ UNCDF, 2020

¹¹⁷ UNCDF, 2020

¹¹⁸ UIT*, 2020

¹¹⁹ Koyama, Stock et Kwan, 2020

¹²⁰ Koyama, Stock et Kwan, 2020

Enfin, « les femmes représentent environ 70 % des commerçants transfrontaliers, [et par conséquent] leurs revenus sont sérieusement affectés par la fermeture des frontières »¹²¹. Les femmes africaines sont confrontées à une situation dans laquelle la fermeture ou la lenteur et les coûts des activités aux frontières fragilisent leur potentiel de revenus. Il a été constaté que « dans plusieurs pays subsahariens, environ 60 % des petites entreprises dirigées par des femmes ont perdu leur source de revenus, soit trois fois plus que les hommes »¹²². Les différentes initiatives d'autonomisation des femmes visent par conséquent à surmonter ces difficultés.

La majorité des initiatives conçues pour répondre aux besoins des femmes sont conduites par des organisations internationales. En Éthiopie, l'Union internationale des télécommunications et le Cadre intégré renforcé se sont associés pour créer un programme visant à développer et à améliorer les compétences et les capacités numériques des femmes éthiopiennes¹²³. Il existe également l'Initiative de financement des femmes entrepreneurs, issue de la collaboration entre la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque islamique de développement et le Groupe de la Banque mondiale. La BERD dédiera sa part de la subvention à l'Égypte et au Maroc; tandis que la Banque islamique de développement se concentrera sur la Guinée, le Niger, le Sénégal, et la Sierra Leone, et le Groupe de la Banque mondiale mettra l'accent sur le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie, entre autres pays. Si toutes les banques ont des orientations et des priorités légèrement différentes, elles se focalisent toutes sur la résolution des problèmes spécifiques des femmes engendrés par cette pandémie¹²⁴.

Mécanismes de coordination: partenariats public-privé pour éliminer les goulots d'étranglement du commerce électronique pendant la pandémie et accroître sa contribution à la reprise, ainsi que pour promouvoir l'adoption ou l'utilisation de nouvelles technologies. Mesures spécifiques visant à améliorer l'égalité des sexes dans le commerce électronique.

La présente section présente les partenariats public-privé ainsi que la propension du secteur privé à rechercher unilatéralement des solutions et à apporter des changements de politique. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec Jumia Uganda20, a lancé une plateforme en ligne pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'interagir avec les consommateurs afin de répondre aux nouvelles exigences alors que les restrictions de circulation sont en vigueur. Jumia Food propose une plateforme de commande en ligne via une application et un site Internet. Les services comprennent un réseau de distribution du dernier kilomètre, une variété de méthodes de paiement, l'assurance qualité, une formation pour les fournisseurs et un marketing de croissance. L'agence onusienne a mis à la disposition des fournisseurs des téléphones portables, du crédit de communication et des services de données »125. Par contre, le commerce électronique établi peut « encadrer » et servir de plate-forme aux PME. Le cas de SafeBoda, une autre plateforme ougandaise, se révèle tout aussi intéressant. SafeBoda s'est associé au Fonds d'équipement des Nations Unies et à l'Agence suédoise de coopération au développement afin de créer une relation synergique entre les commerçants et les conducteurs de « bodaboda » pendant cette pandémie¹²⁶. Les commerçants, grâce à l'utilisation de la technologie, peuvent accéder à un « marché » numérique et utiliser des agents de livraison pour transporter les marchandises.

¹²¹ Songwe, 2020

¹²² Bekkers, 2020

¹²³ UIT*, 2020

¹²⁴ Bekkers, 2020

¹²⁵ BEI, 2020

¹²⁶ CNUCED, 2020

5. Perspectives : une approche stratégique d'incubation en matière de commerce électronique

Le commerce électronique et la numérisation dans le monde ont été accélérés par les effets de la COVID 19, notamment en Afrique. Les données récentes publiées par les opérateurs de télécommunication, de monnaie numérique et les plateformes de commerce électronique montrent une forte évolution dans l'adoption par les consommateurs, et qui selon les sondages, devrait persister. Les entretiens accordés aux principales entreprises technologiques africaines le confirment : « La COVID-19 a eu un effet accélérateur » ce qui a « conforté la place du [...] commerce électronique en Afrique ».¹²⁷

Cependant, des obstacles persistants continuent d'entraver le potentiel du commerce électronique ainsi que son potentiel de développement en Afrique, notamment à cause des faibles taux de pénétration d'internet, des difficultés liées au transport des biens et services au-delà des frontières, et d'une faible adoption des systèmes de paiement électronique et numérique. Comme l'a dit un représentant de la CEEAC, « la COVID-19 a mis en lumière le déficit infrastructurel auquel nous sommes confrontés ». 128

Bien que la COVID-19 ait catalysé sa croissance, l'économie numérique de l'Afrique est encore à un stade embryonnaire. Il lui faut une « approche stratégique d'incubation » pour atteindre la maturité. L'atteinte de cet objectif peut permettre de réaliser le potentiel de développement du commerce électronique, notamment en ce qui concerne l'inclusion financière, le transport, l'éducation et l'accessibilité aux soins de santé.

Les industries naissantes ont besoin à leur tête d'entrepreneurs vaillants et visionnaires, mais avec le soutien d'un environnement d'incubation, que les décideurs peuvent développer. Les quatre recommandations suivantes pour une approche stratégique d'incubation visent à promouvoir la croissance rapide de la quatrième révolution industrielle africaine.

Recommandation 1: Collaboration entre les décideurs et les entrepreneurs du numérique

La pandémie de COVID-19 a donné à tous les observateurs un aperçu de la collaboration entre les décideurs politiques et les entrepreneurs du numérique. Les exemples de collaborations fructueuses vont des gouvernements d'Afrique du Nord (notamment la Tunisie, l'Égypte et le Maroc) qui ont travaillé main dans la main avec les entreprises numériques pendant les phases initiales de confinement liées à la COVID-19, aux banques centrales d'Afrique de l'Est (Rwanda et Kenya) qui ont soutenu l'adoption de paiements scripturaux en assouplissant les réglementations en vigueur y afférentes. Ces exemples qui

¹²⁷ Réponses de lyinoluwa Aboyeji, co-fondateur de Flutterwave et Andela, et Juliet Annamah, Jumia

¹²⁸ Réponses de Desire Loumou, Communauté économique des États d'Afrique centrale

ont contribué à promouvoir des niveaux de stabilité pendant la pandémie, démontrent la force d'un partenariat public-privé bien coordonné.

Les entrepreneurs devraient reconnaître le rôle important que les gouvernements jouent dans le monde du numérique. En plus de favoriser un environnement propice aux entreprises, les interventions du gouvernement visent directement des objectifs politiques clés, comme l'attestent le gouvernement du Togo et sa mise en service de la plateforme Novissi, qui, en enregistrant 1,3 million de citoyens, a rapidement déployé des capitaux en faveur des plus nécessiteux. À l'inverse, le gouvernement devrait valoriser le pouvoir des entreprises du numérique. Les exemples vont d'Uber et de Safeboda à Jumia, qui ont déployé leurs solides infrastructures logistiques pour faciliter la livraison des équipements indispensables pendant la pandémie du COVID-19, ainsi que les fournisseurs de solutions numériques pour permettre télétravail et un commerce frontalier « sécurisé ».

Les entrepreneurs et le gouvernement continueront d'avoir des possibilités de collaboration, car l'économie numérique prend de l'ampleur et touche davantage d'autres aspects du travail et de la vie. En travaillant en synergie, ils peuvent assurer la cohérence entre les nouvelles réglementations en matière d'économie numérique, les investissements dans les infrastructures et les objectifs en matière de politiques afin d'attirer de millions d'africains vers l'économie numérique, créant ainsi de nouvelles opportunités permettant de stimuler l'économie. La pandémie de la COVID-19 a démontré à tout un continent les avantages liés à la connexion à un monde numérique.

Recommandation 2: une politique fiscale et une politique de concurrence favorables

La pandémie de COVID-19 met en évidence la demande ainsi que la nécessité d'une économie numérique dynamique. Nous en voulons pour preuve l'essor de l'utilisation de la monnaie numérique en Afrique de l'Est, lorsque les législateurs ont décidé de réduire les frais de transaction. Le continent reste une région sensible aux prix, avec des niveaux de revenus inférieurs à la moyenne mondiale. Des frais, même d'un seul dollar américain, ont un impact significatif sur l'utilisation de la monnaie numérique alors que le coût moyen des données mobiles à travers l'Afrique est encore hors de portée pour une grande partie de la population.

Dans un contexte de reprise après la COVID-19, il est clair que les gouvernements africains vont probablement se tourner vers de nouvelles sources de recettes fiscales pour combler les déficits budgétaires exacerbés par l'impact économique de la pandémie II est nécessaire d'établir un équilibre afin de garantir que cette quête de nouvelles sources ne freine pas l'émergence de champions technologiques africains, mais contribue plutôt à réduire la fracture numérique en aidant les pays africains à rattraper le reste du monde en matière d'adoption de l'internet.

Divers principes peuvent guider les gouvernements pour veiller à ce que les régimes fiscaux n'étouffent pas une économie numérique naissante en Afrique. Les politiques fiscales devraient être conçues de manière à encourager l'investissement, à favoriser l'inclusion et la création de valeur locale, et devraient permettre aux entrepreneurs de bénéficier de la prévisibilité et de la transparence. Des politiques fiscales différenciées et bien définies peuvent tenir compte des différents modèles et tailles d'entreprises au sein d'une économie numérique, tout en permettant d'atteindre des objectifs politiques tels que l'inclusion financière, l'accessibilité à internet et le développement des infrastructures. Les politiques spécifiques peuvent inclure l'assouplissement des droits de douane sur les biens d'équipement importants nécessaires au développement d'Internet et à la croissance du commerce électronique, ainsi que des seuils sur la taille des entreprises dans les régimes fiscaux, pour veiller à ce que les jeunes entreprises en démarrage soient à l'abri des politiques visant à améliorer la perception des impôts auprès des entreprises multinationales.

Les gouvernements devraient adopter – et appliquer – une politique de concurrence favorable au sein de l'économie numérique africaine. Comme le montre ce rapport, les services internet sont encore caractérisés par une concurrence partielle ou un monopole dans de nombreux pays; l'Afrique a par conséquent l'un des services internet les plus chers au monde. Une autorité de la concurrence active existe dans un peu plus de la moitié des pays africains. Des investissements dans la conception et l'application de la politique de concurrence peuvent aider l'économie numérique africaine à innover et à se développer.

Recommandation 3: Inclusivité – une économie numérique pour tous les africains

Comme l'a indiqué ce rapport, environ un tiers des africains sont encore exclus des opportunités de profiter l'économie numérique en raison de l'indisponibilité ou du caractère inabordable d'internet et lorsque internet est accessible - par le manque d'une infrastructure financière adéquate pour s'y engager.

L'inclusion financière a longtemps été présentée comme la pierre angulaire de la politique des banques centrales dans toute la région africaine qui ont vu les banques traditionnelles ne pas atteindre leurs objectifs d'inclusion financière. « Historiquement, les banques ont eu tendance à maintenir les coûts technologiques au même niveau en réalisant de modestes économies pour compenser la demande. De plus en plus, on attend des chefs de services d'informations qu'ils réalisent des économies nettes... et qu'ils adoptent une approche « d'achat » plutôt que celle de « construction » pour intégrer les nouvelles technologies.¹²⁹

En revanche, les opérateurs des services d'internet mobile ont adopté la technologie en investissant et en prônant l'utilisation des services numériques. En outre, les coûts de transport (et les restrictions imposées par la pandémie de COVID-19) pour amener les consommateurs à une banque physique par rapport à la facilité de se connecter à leurs appareils mobiles expliquent une préférence croissante pour les services numériques. Ces facteurs constituent des arguments convaincants pouvant inciter les décideurs à s'appuyer sur les opérateurs de services d'internet mobile comme partenaire essentiel dans la réalisation des objectifs d'inclusion financière. Ces objectifs peuvent être atteints en élargissant soigneusement le champ des réglementations bancaires pour permettre la concurrence entre les fournisseurs de services non traditionnels, tels que les opérateurs de télécommunications.

Recommandation 4: Coordination entre les pays africains à travers la ZLECAf

La mise en place de politiques claires, harmonisées et applicables dans toutes les régions mais aussi sur tout le continent accélérerait la croissance et l'impact de l'économie numérique. Les autorités de réglementation à travers le continent ont recours à différentes pratiques dans des domaines tels que la législation sur les transactions électroniques, la protection des consommateurs numériques, la confidentialité et la sécurité des données, la législation sur la cybercriminalité. Ce système de réglementation disparate et la taille relativement petite de nombreux marchés africains empêchent l'extensibilité des champions technologiques africains locaux.

La ZLECAf a le potentiel de créer un protocole de commerce électronique applicable dans l'ensemble du continent pouvant consolider davantage le « marché africain dans la sphère numérique et empêcher d'autres arrangements qui pourraient potentiellement compromettre le programme de libéralisation et d'intégration. »¹³⁰ Cet important protocole, s'il est correctement exploité, pourrait coordonner la

¹²⁹ African Banking After the crisis. Rapport McKinsey. https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/african-banking-after-the-crisis

¹³⁰ Ify Ogo. An Agenda for the AfCFTA Protocol on E-Commerce https://www.tralac.org/blog/article/14692-an-agenda-for-the-afcfta-protocol-on-e-commerce.html#_ftn13

facilitation du commerce électronique transfrontalier, la coopération réglementaire, la numérisation ainsi que la promotion des biens et services électroniques venant d'Afrique.

Même si le Rwanda et l'Ouganda favorisent le commerce électronique dans le cadre de leurs politiques numériques nationales, de nombreux autres pays ne le font pas. Cette inaction limite la croissance de l'économie numérique. Les décideurs ainsi que les autorités de réglementation gagneraient à travailler en collaboration avec la ZLECAf. Les échanges commerciaux entre les pays africains créeront des sources de revenus supplémentaires et amélioreront le commerce à l'intérieur du continent.

Références

BAD, 2020 Afdb - Rebuilding The African Fashion Industry In The (Post) COVID-19 Era: Thinking Digital And Circular Solutions - Etrade For All. [En ligne] eTrade for all. Disponible sur : https://etradeforall.org/afdb-rebuilding-the-african-fashion-industry-in-the-post-covid-19-era-thinking-digital-and-circular-solutions/.

Banga, K., Keane, J., Mendez-Parra, M., Pettinotti, L. et Sommer, L., 2020. Africa Trade And Covid-19: The Supply Chain Dimension. [En ligne] Centre africain pour les politiques commerciales de la CEA et ODI. Disponible sur: https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/africa_trade-covid-19_web_1.pdf.

Autorité de la Communication du Kenya, 2020. Leveraging Icts In The Fight Against COVID-19 Pandemic - Communications Authority Of Kenya. [En ligne] Autorité de la Communication du Kenya. Disponible sur : https://ca.go.ke/leveraging-icts-in-the-fight-against-covid-19-pandemic/.

ICANN, 2019. Legislative / Regulatory Report 3. [En ligne] Icann.org. Disponible sur : https://www.icann.org/en/system/files/files/legislative-regulatory-30jan19-en.pdf.

IFC, 2020. The Impact Of COVID-19 On Disruptive Technology Adoption In Emerging Markets. [En ligne] Groupe de la Banque mondiale. Disponible sur : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/537b9b66-a35c-40cf-bed8-6f618c4f63d8/202009-COVID-19-Impact-Disruptive-Tech-EM.pdf?MOD=AJPERES&CVID=njn5xG9>.

Iribagiza, C., 2020. Equipping East African Women Digital Entrepreneurs With Skills To Thrive | CNUCED. [En ligne] Unctad.org. Disponible sur : https://unctad.org/news/equipping-east-african-women-digital-entrepreneurs-skills-thrive [Consulté le 25 octobre 2020].

Kiire, G., 2019. African Development Bank'S Fashionomics Africa Launches "Game Changing" Digital Marketplace For The Continent'S Fashion Creators. [En ligne] Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain. Disponible sur : .

CEA, 2020 Le COVID-19 en Afrique: Sauver des vies et l'économie [En ligne] Adis Abeba: Commission économique pour l'Afrique Disponible sur : https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca_covid_report_en_24apr_web1.pdf.

Sylla, A., 2019. Data Protection In Benin | Article de l'ALB . [En ligne] ALB Legal and Business Issues from Africa. Disponible sur : https://iclg.com/alb/10175-data-protection-in-benin.

Tcheuffa, B., Rugabira, S. et Sawadogo-Lewis, L., 2020. Afcfta Delays To Implementation: An Opportunity To Fine Tune Cameroon's Strategy?. [En ligne] www.hoganlovells.com. Disponible sur: https://www.hoganlovells.com/en/blogs/the-a-perspective/afcfta-delays-to-implementation-an-opportunity-to-fine-tune-cameroons-strategy.

Tembo, D., 2020. Understanding E-Commerce In Africa: Launch Of The Africa Marketplace Explorer.

Trade-Centre, I., 2020. New Africa Marketplace Explorer Enables Small Businesses To Understand Africa'S Nascent E-Commerce Sites. [En ligne] Africa Renewal. Disponible sur: https://www.un.org/africarenewal/news/coronavirus/new-africa-marketplace-explorer-enables-small-businesses-understand-africa%E2%80%99s-nascent-e-commerce>.

Turianskyi, Y., 2020. COVID-19: Implications For The 'Digital Divide' In Africa. [En ligne] Africa Portal. Disponible sur: https://www.africaportal.org/features/covid-19-implications-of-the-pandemic-for-the-digital-divide-in-africa/.

CNUCED, 2020. UNCTAD - Ugandan E-Commerce Platforms Power Recovery From COVID-19 Crisis - Etrade For All. [En ligne] eTrade for all. Disponible sur : https://etradeforall.org/ugandan-e-commerce-platforms-power-recovery-from-covid-19-crisis/>.

BAD, 2020 The African Development Bank And Partners' Digital Coding For Employment Program - Etrade For All. [En ligne] eTrade for all. Disponible sur : https://etradeforall.org/afdb-digital-coding-for-employment-program/.

Agur, I., Peria, S. et Rochon, C., 2020. Digital Financial Services And The Pandemic: Opportunities And Risks For Emerging And Developing Economies. Série spéciale sur la COVID-19. FMI.

Coulibaly, M., Rumney, E. et Dludla, N., 2020. Pandemic Spurs Africa's Mobile Telcos To Ramp Up Banking Bid. [En ligne] Reuters. Disponible sur: https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-africas-mobile-telcos-to-ramp-up-banking-bid-idUKL4N2GQ1HJ.

Donkin, C., 2020. Consumers Urged To Turn Away From Cash In Virus Fight. [En ligne] Mobileworldlive.com. Disponible sur: https://www.mobileworldlive.com/featured-content/money-home-banner/consumers-urged-to-turn-away-from-cash-in-virus-fight.

BEI, 2020. Les solutions numériques de l'Afrique pour lutter contre le COVID-19. [En ligne] Banque européenne d'investissement Disponible sur : https://www.eib.org/attachments/country/africa_s_digital_solutions_to_tackle_covid_19_en.pdf.

Herman, T., Maarek, E., Wilde, N., Adao, F. et Abousaada, S., 2020. COVID-19: Initial Responses Of Certain African Countries (Africa). [En ligne] Herbert Smith Freehills | Global law firm. Disponible sur: https://www.herbertsmithfreehills.com/latest-thinking/covid-19-initial-responses-of-certain-african-countries-africa>.

UIT, 2020. COVID-19, Youth Employment And Skills Development In Africa. [En ligne] Itu.int. Disponible sur: https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2020/covid-africa.aspx.

Katz, R., 2020. ECONOMIC IMPACT OF COVID-19 ON DIGITAL INFRASTRUCTURE Rapport d'une table ronde d'experts organisée par l'UIT. [En ligne] Union internationale des télécommunications, Genève: Place des Nations. Disponible sur : https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Documents/GSR-20_Impact-COVID-19-on-digital-economy_DiscussionPaper.pdf.

KPMG, 2020. Zambia. [En ligne] KPMG. Disponible sur : https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/zambia-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html">https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/zambia-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html.

MacDonald, A., 2020. Increase Bank And Mobile Money Fraud In Cameroon. [En ligne] Iafrikan.com. Disponible sur : https://www.iafrikan.com/2020/06/12/cameroon-sees-spike-in-bank-and-mobile-money-fraud/>.

Mckinsey, 2020. Reopening And Reimagining Africa. [En ligne] Mckinsey & Company. Disponible sur : https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/reopening-and-reimagining-africa.

Moveback, 2020. Pulse #7: Zimbabwe Rolls Back Mobile-Money, Djibouti Joins The Sovereign Wealth Club, ECOWAS Currency Tensions, An Animation Revolution | Movemeback. [En ligne] Movemeback. Disponible sur : https://www.movemeback.com/pulse/7-20200628-zim-mobile-money-djibouti-sovereign-wealth-ecowas-currency-tensions-animation-revolution/.

Peyton, N., 2020. Coronavirus Seen As Trigger For Mobile Money Growth In West Africa. [En ligne] Reuters. Disponible sur : https://www.reuters.com/article/health-coronavirus-africa-idUSL8N2BN6AF.

Phiri, P., 2020. Mobile Money Shields Some Zambians From Coronavirus, Endangers Others. [En ligne] Global Press Journal. Disponible sur: https://globalpressjournal.com/africa/zambia/mobile-money-offers-coronavirus-protection-endangers-others/.

Wachira, C., 2020. Pandemic Strengthens African Bank Digitization. [En ligne] Global Finance Magazine. Disponible sur: https://www.gfmag.com/topics/blogs/covid-19-stirs-rethinking-sub-saharan-africa-banking-sector.

BAD, 2020 African Development Bank Partners With Government And Microsoft To Launch Digital Nigeria Elearning Platform - Etrade For All. [En ligne] eTrade for all. Disponible sur : https://etradeforall.org/african-development-bank-partners-with-government-and-microsoft-to-launch-digital-nigeria-elearning-platform/.

Bekkers, A., 2020. Women Entrepreneurs Finance Initiative Invests In Over 15,000 Women-Led Businesses Amidst COVID-19 Crisis. [En ligne] Banque mondiale. Disponible sur : https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/08/20/women-entrepreneurs-finance-initiative-invests-in-over-15000-women-led-businesses-amidst-covid-19-crisis>.

ITU*, 2020. ITU And EIF Join Forces To Reduce The Digital Gender Divide In Burundi, Ethiopia And Haiti - Etrade For All. [En ligne] eTrade for all. Disponible sur : https://etradeforall.org/itu-and-eif-join-forces-to-reduce-the-digital-gender-divide-in-burundi-ethiopia-and-haiti/.

Koyama, N., Stock, M. et Kwan, K., 2020. Applying A Gender Lens To Post-Covid Economic Recoveries: A Spotlight On Women-Led Businesses In Africa - Dalberg. [En ligne] Dalberg. Disponible sur: https://

dalberg.com/our-ideas/applying-a-gender-lens-to-post-covid-economic-recoveries-a-spotlight-on-women-led-businesses-in-africa/>.

UNCDF, 2020. UNCDF Launches A Crowd Funding Platform For Young Gambian Entrepreneurs - Etrade For All. [En ligne] eTrade for all. Disponible sur : https://etradeforall.org/uncdf-launches-a-crowd-funding-platform-for-young-gambian-entrepreneurs/>.